

Elections européennes :

**Avec Arlette Laguiller,
la liste présentée par Lutte Ouvrière**

p. 10 - 11

LUTTE OUVRIÈRE

Dans 4 semaines

**LA FÊTE
DE
LUTTE
OUVRIÈRE**

les 9, 10, 11 juin

p. 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 832 - 12 mai 1984 - prix : 6 F

Jeux olympiques

**LA FOIRE
AUX MUSCLES**

p. 3



**Trois ans
de politique
de droite
ras le bol !**

p. 3 et 6

sommaire

Dans le monde

Page 8 :

- RFA : les métallurgistes votent la grève pour la semaine de 35 heures.
- Les syndicats vont-ils déclencher la grève ?

Page 9 :

- Felipe Gonzalez : « Vive le capitalisme ! »
- Mitterrand et Thatcher contre les immigrés.

Page 12 :

- Afghanistan : dehors les troupes russes !
- Le pape en Corée : « Souffrez en silence ! »

Page 13 :

- Elections au Salvador : une parodie de démocratie.

En France

Page 4 :

- Ilot Chalon : petit trafic de drogue, grand trafic immobilier.

Page 5 :

- La gauche perd la municipalité de Noisy : un désaveu de sa politique.

Page 6 :

- Trois ans de déclarations sur le chômage : gouverner c'est mentir.

Page 7 :

- Du côté des riches.

Page 14 :

- Dans les entreprises : Renault Billancourt ; BNP Paris ; Creusot-Loire Le Creusot ; Chaffoteaux.

Page 15 :

- Renault Flins : réactions en chaîne à la veille du lancement de la nouvelle voiture.

Pages 10 et 11 :

- Composition de la liste présentée aux élections européennes par Lutte Ouvrière et conduite par Arlette Laguiller.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : *Les marchés de la faim* de P. Erard et F. Mounier ; *Aurore ou la génération perdue* de B. Thomas ; *Panaït Istrati, le pèlerin du cœur* ; *Le pouvoir nu* ; *Hôpital silence* de J. Renault.

Pages 18 et 19 :

- Livres : *Une drôle de petite fille* d'I. Keun ; *La presse en revue*, un Dossier du Canard.
- Films : *L'étoffe des héros* ; *Les voleurs de la nuit* ; *Viva la vie*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

HAÏTI :

Bébé Doc protégé par la police française

Dans l'île Saint-Martin, dépendance de la Guadeloupe, la police française a arrêté la semaine dernière 37 Haïtiens soupçonnés de préparer un coup de force contre le régime de Jean-Claude Duvalier. Un camp d'entraînement aurait été découvert dans la partie française de l'île. D'abord placés en garde à vue, ils ont finalement été expulsés du territoire.

La police française est promue ainsi au rang de supplétive des célèbres Tontons Macoutes qui permettent au dictateur haïtien, décrété président à vie, de se maintenir en place dans un des pays les plus pauvres du monde.

Prêter main-forte à des dictatures en place, cela devient décidément une spécialité du gouvernement de la gauche. Après le Tchad, voilà un haut fait à ajouter au palmarès.

Anciens combattants américains du Vietnam victimes des défoliants



Lundi dernier, à New York, sept compagnies chimiques américaines, dont Dow Chemical et Monsanto, ont conclu un accord avec les représentants de 15 000 anciens combattants du Vietnam. Ces derniers réclamaient des indemnités pour avoir été exposés à « l'agent orange », un défoliant à base de dioxine utilisé massivement par l'armée américaine au Vietnam et qui serait responsable des cancers, maladies et troubles nerveux dont ils souffrent encore, eux ou leurs enfants qui, pour certains, seraient nés avec des malformations congénitales. Après cinq ans de bataille juridique et à la veille de l'ouverture du procès en cour fédérale, les compagnies ont proposé 180 millions de dollars d'indemnités, soit une moyenne de 12 000 dollars par plaignant.

Il s'agit là d'un règlement à l'amiable qui n'implique aucune reconnaissance de responsabilité. Les 50 000 autres anciens combattants qui disent avoir souffert de « l'agent orange » ne pourront sans doute pas en tirer un argument juridique.

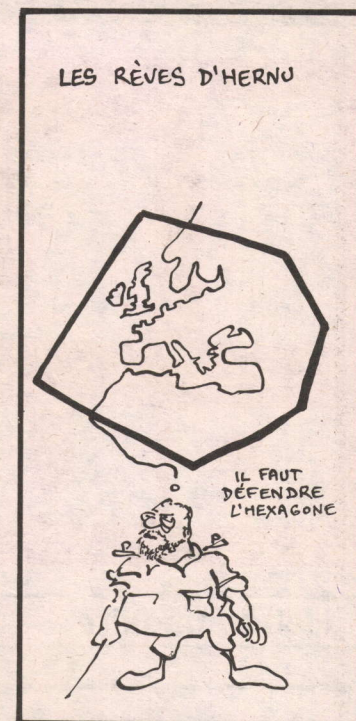
Quant aux millions de Vietnamiens qui en ont tout de même été les premières et les principales victimes, personne n'imagine qu'ils aient droit à quelque dédommagement pour les morts, les maladies et les destructions dues à la dioxine.

Mourir pour Strasbourg

Lorsqu'Hernu, ministre de la Défense, parle du rôle des troupes françaises au Tchad, il n'a que le mot « paix » à la bouche. « Nos soldats construisent, travaillent, gardent, soignent, veillent. Ils ont retrouvé l'esprit et la pratique de la nomadisation », etc., etc., déclarait-il dans une interview au *Journal du Dimanche* du 6 mai. Les soldats d'Hernu ? De braves touristes humanitaires en quelque sorte. En tous les cas, des « soldats qui ne sont pas là-bas pour se battre »... mais qui sont cependant très capables de le faire, s'empressait de préciser le ministre, expliquant que, pour être « des soldats de la paix et de la non-bataille, pour assurer la sécurité et la paix », il faut quand même « des combattants remarquablement entraînés » !

Car derrière toutes les déclarations hypocrites d'Hernu sur la présence militaire au Tchad, il reste la volonté de l'impérialisme français de défendre ses intérêts économiques et surtout sa présence politique dans cette région de l'Afrique. Voilà pourquoi les troupes françaises sont toujours au Tchad, et voilà comment, dans la plus pure tradition de toutes les interventions coloniales que

les socialistes au gouvernement ont menées dans le passé, Hernu se fait l'artisan de cette politique, appelant « les Français à bien comprendre qu'être à Beyrouth, être au Tchad, c'est défendre Strasbourg » !



Problèmes dans l'élevage

Au cours de son allocution du dimanche 6 mai pour l'inauguration de l'hôtel de ville de Douchy-les-Mines, dans le Nord, Anicet Le Pors constatait : « Le veau d'or est toujours debout » — le veau d'or étant une autre appellation du « mur d'argent ». Eh oui, mais le ministre de la Fonction publique et ses trois autres compères communistes sont, eux, toujours bien assis dans ce gouvernement qui réserve pour la population laborieuse... les vaches maigres.

Mauroy a-t-il attrapé la maladie du légionnaire ?

Ainsi Mauroy, l'infatigable, a craqué et s'est retrouvé la semaine dernière dans un lit d'hôpital du Val-de-Grâce. Un refroidissement, après un voyage en Afrique, aurait ainsi eu raison de sa santé.

Espérons qu'Hernu, qui n'a jamais d'accents plus vibrants que lorsqu'il appelle les jeunes Français à ne pas refuser de mourir « pour Strasbourg, pour la France », en partant se battre au Tchad, aura quelques mots pour ce brave !

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• TOURS

Samedi 12 mai, de 11 heures à minuit. Domaine de Cange, Saint-Avertin. Avec grand couscous le midi, spectacles (jazz, chansons de Simon et Garfunkel, musique des Andes) bal musette le soir, forum du livre, diaporamas, débat...

• ROUEN

Samedi 12 mai, à partir de 19 heures et dimanche, à partir de 11 heures. Salle des fêtes du Bois de la Garenne, Sotteville-

lès-Rouen.

Bal avec l'orchestre « Ambiance » le samedi soir et le dimanche, paella le midi, spectacles avec Annie et Didier Dégremont, Guntry Postal, etc., forum du livre, débats...

• GRENOBLE

Dimanche 20 mai. Jardin de Ville « Le Coteau » (terminus Pont-de-Claix du bus n° 8) à Pont-de-Claix.

Repas à midi et ouverture de la fête à 14 heures.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

UN vent de panique doit souffler chez les fabricants de tee-shirts, de colifichets, de casquettes à l'effigie du petit aigle américain des dessins animés, symbole des Jeux Olympiques de Los Angeles, comme le petit ours l'était de ceux de Moscou.

Décidément, deux fois de suite, les droits vendus par les organisateurs des jeux et achetés par des fabricants, des commerçants, des éditeurs de livres, des producteurs de films, de disques qui espéraient profiter de la grande foire que sont les JO, voient leurs espoirs de bénéfices risquer de se transformer en perte sèche. Il y a vraiment de quoi aller déterrer Coubertin et le retourner dans sa tombe.

Il y a quatre ans, des industriels en avaient fait faillite. Aujourd'hui, comme il s'agit d'industriels américains, plus riches, ils ne feront peut-être pas faillite. Mais ils prient sûrement tous les dieux qu'a pu inventer l'humanité — et ils sont sûrement prêts à prier Karl Marx s'il le fallait — pour que l'URSS revienne sur sa décision ! Malheureusement pour eux, cela fait belle lurette que les dirigeants de l'URSS se moquent de Marx, tout comme les papes se moquent du Christ et de sa famille.

Et tout le monde d'y aller de grands couplets sur la fraternité du sport, l'olympisme et ses anneaux unis.

C'est fou comme, lorsque les choses vont mal à propos des Jeux, on nous reparle de la fraternité entre les hommes par-delà les nations, les races, les drapeaux, les uniformes alors que, quand tout va bien, ce n'est que flonflons nationalistes, cocoricos et frémissements patriotiques chaque fois qu'un centième de seconde est à l'avantage d'un tricolore plutôt que d'un autre.

Parce que les Jeux Olympiques, quel

chauvinisme, quelle passion nationaliste, quel encouragement à la fibre xénophobe !

Finalement, les Jeux Olympiques de Berlin, organisés par Hitler en 1936, n'étaient pas plus nationalistes, plus racistes que ne le sont les Jeux Olympiques de notre époque quand tout va bien ; c'est-à-dire lorsque les hymnes nationaux, quasiment tous militaires, retentissent pour ceux qui montent au podium, les mêmes hymnes qui font monter à l'assaut et courir à la mort les peuples entiers.

On n'entend pas vanter les mérites de tel ou tel sportif, on entend dire : « *Les Américains ont raflé tant de médailles* », ou « *Les Français n'ont rien eu* ».

Et tout cela, paraît-il, encouragerait le sport. Mais quel sport ? Celui des supporters anglais de football, celui des joueurs de Bilbao et de Barcelone qui ont transformé un match de football en compétition de boxe ? Et si les Français ne se sont pas illustrés dans ce domaine récemment, c'est parce que, même dans ce genre de sport-là, ils sont rarement les premiers.

Toutes les nations, des plus riches aux plus pauvres, savent qu'il est plus facile d'entretenir et d'élever une équipe olympique comme on sélectionne du bétail que de construire des stades, des piscines, des quartiers aérés où la population puisse trouver un équilibre physique, autant qu'intellectuel et moral.

Alors, mort l'esprit olympique ? Mais non ! Il est égal à lui-même. Les Jeux Olympiques, c'est une compétition nationaliste et chauvine comme cela a toujours été, même du temps d'Athènes et de Sparte.

La seule chose qui a changé, c'est qu'en plus, de nos jours, c'est une affaire de gros sous.

Arlette LAGUILLER

Trois ans de politique de droite. Fini l'état de grâce !

François Mitterrand a fêté ses trois ans de règne présidentiel. Trois ans pendant lesquels les hommes de gauche au gouvernement ont fait la démonstration que promesses à part, ils étaient au service des mêmes intérêts que les politiciens de droite qui les avaient précédés.

Pendant trois ans les patrons ont continué à se remplir les poches, qu'il s'agisse des actionnaires des entreprises nationalisées qui ont touché le gros magot lors de la nationalisation ou qu'il s'agisse de ceux dont l'entreprise menaçait de fermer ou de licencier massivement, bon moyen pour obtenir des aides de toutes sortes de l'Etat sous le prétexte de les aider à restructurer, gros sous que l'Etat a prélevés dans nos poches.

La gauche au gouvernement a innové cependant à sa façon pendant ces trois années, en se lançant dans une politique d'austérité telle que jamais la droite, (du moins pas depuis les années 1950) n'avait osé en mener une, de peur de provoquer une riposte des organisations ouvrières. Mais la gauche au gouvernement dans son désir de satisfaire la bourgeoisie

et de se montrer à la hauteur de la tâche a fait preuve d'énergie dans la rigueur. Mitterrand s'en vante d'ailleurs dans l'interview qu'il donne à *Libération* : « *Le blocage pendant quatre mois des salaires et revenus représentait de la part de la gauche un acte de courage dont je ne connais pas d'autre exemple* ».

Salaires bloqués, chômage en hausse, licenciements en masse programmés dans tous les secteurs de l'économie, les nationalisées (charbon, sidérurgie, navale) montrant l'exemple, les promesses de 1981 ont fait place à la réalité de l'austérité.

Comme l'avoue cyniquement Mitterrand : « *J'aime le mouvement qui fait bouger les lignes* ». En fait de ligne, celle de la gauche a pris un fameux virage depuis son accession au pouvoir. Mais Mitterrand entre les « *aspirations du peuple de gauche* » et les « *nécessités de la gestion* » n'est pas coincé. Il a choisi. La force tranquille a choisi de se coucher devant le capital : « *La vérité est que la théorie socialiste se fait à mesure qu'on avance et rejette la théorie du miracle* ». Eh oui, il n'y

avait pas de miracle à attendre d'un Mitterrand, politicien bourgeois il était, politicien bourgeois il est resté. Il se reconnaît aujourd'hui ouvertement comme le partisan de l'entreprise qui doit « *être libérée des contraintes administratives qui l'enserrent et l'épuisent* ». Un discours entendu mille fois déjà dans la bouche des représentants du patronat. Quant au chômage ? C'est « *ma préoccupation première* » répond Mitterrand, *je ne puis me résigner à l'augmentation du nombre des chômeurs... mais je constate que chaque fois que les décisions de modernisation ont été différées, cela a entraîné des pertes de marché en France elle-même* ». Autrement dit, le chômage n'empêche pas qu'il faut restructurer et pour cela licencier sans plus attendre.

Et avis aux élus du PC ou même du PS qui trouvent cette politique inconfortable ou redoutent tout simplement d'y laisser des plumes. Mitterrand leur annonce tout de go qu'il n'est pas marié avec eux. « *Que l'Union de la gauche se détruise d'elle-même, le pays n'en sera pas moins gouverné* ». Mitterrand se prépare même à perdre s'il le faut les législatives prochaines.

Pour lui, les échéances électorales ne sont que dans quatre ans, lors des prochaines présidentielles, jusque-là il estime n'avoir rien à craindre personnellement, il ne court pas le risque d'être au chômage.

Mais si Mitterrand peut plastronner, après trois ans de règne, et d'austérité, c'est grâce à la participation du Parti Communiste au gouvernement et à la complicité des syndicats ; c'est ce qui lui permet d'annoncer fièrement à ses patrons de la bourgeoisie, que « *depuis trois ans on a compté beaucoup moins de conflits sociaux que durant les années précédentes et pourtant le gouvernement a dû dire non aux revendications* »... Mitterrand ne manque décidément pas de culot. Mais la seule chose qu'il redoute apparemment ce serait que les travailleurs n'acceptent plus de jouer le jeu, qu'ils se mettent en colère, qu'à leur tour ils disent non, dans la rue, par la grève. Et qu'au lieu de laisser le bourgeois Mitterrand plastronner pour son troisième anniversaire au pouvoir, on lui fasse une bonne fois sa fête.

Cécile BERNIER

Ilot Chalon:

petit trafic de drogue, grand trafic immobilier.

Au cours du week-end du 5 et 6 mai, les affrontements entre revendeurs de drogue ont fait deux morts dans l'ilot Chalon qui jouxte la gare de Lyon, ce quartier de Paris insalubre, délabré, laissé à l'abandon depuis des dizaines d'années. Depuis trois mois qu'ils ont lieu de façon répétée, les descentes de police, le quadrillage impromptu du quartier par les CRS, les rafles de police et les dizaines d'arrestations n'ont donc pas empêché que la situation se dégrade. La répression non seulement n'a pas amélioré en quoi que ce soit la situation, mais a même, visiblement, contribué à l'aggraver, dressant les habitants du quartier les uns contre les autres, alimentant les sentiments racistes et les tensions.

Mais du coup, aujourd'hui, préfet, mairie, gouvernement, reparlent de rénovation nécessaire, urgente, impérative... comme si celle-ci ne l'était pas depuis bien longtemps, comme si l'on découvrait seulement maintenant que ce quartier, habité par de petites gens, pouvait servir de refuge aux petits revendeurs de drogue et à toute leur clientèle de paumés, et surtout comme si c'étaient eux qui, tout d'un coup, avaient transformé un paisible et sympathique coin de Paris en une espèce de Chicago des bas fonds. Car que l'on ne nous raconte pas d'histoires. De la drogue, il s'en vend, il s'en échange, il s'en trafique — c'est de notoriété publique —, dans bien d'autres quartiers parisiens, très chic, eux, et que l'on sache, cela n'a jamais préoccupé outre mesure les pouvoirs publics.

On n'y voit pas des policiers faire aligner tous les occupants d'un de ces quartiers, mains en l'air, face au mur ; on ne les voit pas courir, matraque au poing, après toute personne qui bouge. Ils craindraient trop de tomber par mégarde sur quelques personnages ayant le bras assez long pour qu'ils puissent en pâtir. Mais dans un quartier misérable, la police a carte blanche pour « ratonner » et pour se comporter avec toute la population — quelle que soit d'ailleurs la couleur de sa peau — comme si elle avait déjà affaire à des coupables déjà jugés par leur pauvreté.



(AFP)

Toutes les années passées, les lieux ont été laissés à l'abandon. Parce que c'est un quartier populaire, habité par des petites gens, des retraités, des travailleurs d'entreprises sous-traitantes de la SNCF, des travailleurs immigrés, asiatiques, nord-africains et africains. Et personne n'a jamais paru pressé de rénover ou simplement d'imposer que les ordures ménagères soient régulièrement ramassées, que le tout-à-l'égout fonctionne correctement. Personne n'a jamais lancé cette véritable campagne qui se déchaîne aujourd'hui pour présenter des opérations brutales de police comme des opérations de sécurité publique. Ce qui a changé ? Surtout la politique des promoteurs immobiliers qui ont attendu leur heure pour mettre la main sur ces 9 hectares de pavé parisien où il est prévu — à titre de rénovation, bien entendu — non pas de reloger une population de 5 000 personnes sans grands moyens financiers, dont personne ne se soucie, mais de construire un « complexe » immobilier de haut standing avec place piétonne et hôtel 4 étoiles, valorisé par la proximité des lignes de TGV, du centre de bureaux tout neuf construit de l'autre côté de la gare et du centre de prestige installé désormais à Bercy. Non, la rénovation dont soudain on nous rebat les oreilles n'est en rien liée à une quelconque préoccupation des conditions de vie et de logement des habitants du quartier Chalon. Elle est seulement liée aux affaires

des promoteurs et autres marchands de béton qui, aujourd'hui, ont décidé de faire main basse sur le quartier. Voilà ce que signifie les exclamations de la mairie de Paris « Nous sommes prêts ! »

L. P.

SNCF :

les mouvements de grève se multiplient contre l'application des 35 heures

Depuis une quinzaine de jours, à l'approche de l'application des 35 heures chez les roulants et une partie des travailleurs postés, les mouvements de protestation se multiplient. Si partout, la SNCF refuse aux cheminots sédentaires de donner les repos qu'ils réclament et impose une réduction quotidienne de la journée du travail, c'est qu'elle compte faire passer les 35 heures sans faire les moindres frais sur les effectifs.

Le 26 avril, les ateliers de Conflans-TGV se mettaient en grève, suivis par solidarité par les ateliers de Villeneuve-Saint-Georges. Le 4 mai, à son tour, le triage de Villeneuve-Saint-Georges faisait grève 24 heures. Depuis le 4 mai, le triage de Chasse à Lyon est en grève illimitée de 4 heures par jour, et il a lancé par télex à tous les triages un « appel à la prolifération du mouvement qui se doit d'être national ». Lyon-La-Part-Dieu et Lyon-Perrache étaient partis en grève illimitée d'1 à 4 heures par jour le 4 aussi. Lyon-Guillotière et Vénissieux étaient en grève le 9, Marseille-Maritime le 4. Des grèves ont eu lieu aux guichets de Rennes depuis le 5.

D'autres mouvements sont prévus à la Chapelle et Le Bourget pour le 11 mai, à

Saint-Lazare le 13. Au PC du réseau sud-ouest, qui commande la circulation des trains, une grève reconductible par 24 heures a été décidée à partir du 10 mai 4 heures du matin.

Or, samedi 5 mai, on apprenait par la presse que les fédérations syndicales CGT, CFDT, FGAAC notamment, appelaient l'ensemble des cheminots à une grève nationale. Pour quand ? Le 24 ou le 25 mai... Dans trois semaines ! Alors que c'est maintenant que des cheminots commencent à se battre ici ou là. Sur quoi ? Ils n'en ont rien dit, pas même localement où, le 9, encore rien n'était annoncé par les syndicats sur les chantiers. Par contre, sur le sud-ouest par exemple, la CGT commençait une campagne de tracts... sur les salaires.

Ainsi, les fédérations, qui ont les moyens de centraliser les informations sur la multiplication des luttes locales, tentent d'abord de laisser les cheminots isolés les uns des autres, luttant par petit nombre, avec d'autant moins de perspectives face à la SNCF. En même temps, elles fixent la date du 24 mai, bien loin, pour servir de contre-feu.

Mais il se pourrait bien que les cheminots, eux, n'attendent pas cette date.

Hervé MARTIN

Porte de la Villette (Paris)

Descente de police dans un foyer de travailleurs africains.

Samedi 5 mai, le foyer des travailleurs africains Porte de la Villette a été investi par les CRS, tôt dans la matinée. Vers 7 heures, près d'une dizaine de cars de CRS prenaient position en face de Darty et devant l'Euromarché et, jusque vers 10 h 30, c'était, pouvait-on croire, la fouille classique dans ce genre d'opération.

La morgue de certains CRS en faction sur les trottoirs pendant que se déroulait l'opération laissait augurer du plaisir que leurs collègues devaient y prendre.

En tout cas, au moment où ils regagnaient leurs cars en emmenant 4 travailleurs africains, le commissaire responsable du détachement s'est fait prendre à partie par plusieurs dizaines de résidents accusant les CRS d'exactions telles que bris de réchauds électriques, papiers en règle déchirés et même billets français déchirés (pour 1 500 F ou

2 000 F affirmaient plusieurs témoins).

Mais ce n'est pas tout. Plusieurs travailleurs accusaient les CRS de vol, dont l'un de près de 20.000 F français. Quelques personnes du quartier étaient présentes lors de ces affirmations, ainsi qu'un syndicaliste CFDT du 19^e arrondissement appelé sur les lieux. Du coup, le commissaire proposa de faire une liste des exactions ainsi que des noms des gens lésés, sur une feuille volante. Mais aucun des présents ne croyait à la sincérité du policier et la réaction la plus entendue était : « Son papier, il le fait devant nous et, arrivé au commissariat, il le met à la poubelle ».

Les résidents se regroupaient alors au foyer et, en assemblée, dressaient la liste des vols et la liste des noms des travailleurs embarqués. Un des travailleurs volés amenait sa mallette, fracturée devant

plusieurs témoins, et dans laquelle se trouvaient, disait-il, 20 000 F.

Preuve à l'appui, il proposait d'aller à la banque où, la veille, il avait retiré 25 000 F.

Une avocate prévenue assistait à la réunion et proposait de faire les démarches à la fois pour savoir ce qu'étaient devenus les travailleurs emmenés et pour faire le nécessaire au dépôt des plaintes. Plusieurs heures après, le samedi soir, deux cars de la police parisienne stationnaient toujours à proximité du foyer. Il est sans doute plus facile de surveiller les plaignants et de les intimider ainsi.

Ce foyer est régi par le Bureau d'aide sociale de la Ville de Paris et les résidents sont en grève des loyers depuis mars 1983 afin d'obtenir l'entretien du bâtiment et les réparations indispensables aux locaux.

Correspondant LO

La gauche perd la municipalité de Noisy : un désaveu de sa politique

La gauche vient de perdre une nouvelle municipalité au profit de la droite : Noisy-le-Grand en Seine-Saint-Denis. Dans cette ville, dimanche 6 mai, de nouvelles élections municipales se sont déroulées, à la suite de l'annulation (par le tribunal administratif, le Conseil d'Etat et finalement le Conseil des ministres) des résultats des élections de 1983, qui avaient donné une majorité de justesse et contestée à la liste d'union de la gauche conduite par Marie-Thérèse Goutman, candidate du PCF.

Avec 52,96 % des suffrages contre 36,70 %, c'est la liste de droite conduite par une candidate RPR, qui l'emporte, faisant perdre au PCF la cinquième mairie d'une ville de plus de 30.000 habitants. La pilule est amère pour la candidate du PCF, qui commentait ainsi les résultats : « Une fois de plus, de nombreux élec-

teurs de gauche ont exprimé leur mécontentement à l'égard de la politique gouvernementale en s'abstenant », après avoir constaté que le nombre d'abstentions avait augmenté de plus de 10 % par rapport aux précédentes élections, atteignant 37,2 %.

Eh oui, le PCF ne peut pas être partie prenante de la politique de droite, antiouvrière, du gouvernement, ne cessant de répéter — après quelques réserves verbales — qu'il est et restera solidaire jusqu'au bout de ce que fait le gouvernement Mitterrand-Mauroy, et ne pas le payer d'une façon ou d'une autre. Des électeurs de gauche de Noisy ont visiblement saisi l'occasion de cette nouvelle consultation électorale pour dire à leur façon, à travers ce tournoi local entre la gauche et la droite, ce qu'ils pensaient de la politique de

toute la gauche, PS et PCF, au gouvernement. Ils se sont abstenus ou ont retiré leur voix à la liste de gauche.

Marie-Thérèse Goutman, l'ex-maire PCF, se déclarait, à l'issue du vote, soucieuse « d'attirer solennellement l'attention des responsables gouvernementaux » sur le fait que Noisy présageait mal de ce qui pourrait se passer aux prochaines consultations électorales... Mais cela, les dirigeants du PS comme du PCF le savent parfaitement. Et justement, ils jouent leur crédit dans la population laborieuse pour lui faire accepter l'austérité, la rigueur, pour lui faire payer la crise... quitte à perdre des postes, des municipalités. Et cela ne les préserve même pas du risque d'être éjectés du gouvernement lorsque la bourgeoisie n'aura plus besoin d'eux.

G.M.

Jospin, un enthousiaste de la rigueur

Le Canard enchaîné avait révélé il y a quinze jours l'affaire du PDG de la CIT qui s'est fait voter une rente annuelle de 40 millions de centimes à vie, en cas de perte de son emploi.

Cette fois-ci Le Canard se fait un malin plaisir de relever les réactions pour le moins embarrassées du secrétaire du PS, Jospin, devant cette affaire. C'était lors de la conférence nationale « Entreprises » du PS :

« Il faut, chers camarades, dans la rigueur, veiller, justement par goût de la rigueur, par enthousiasme pour la rigueur, veiller à ce que la rigueur soit respectée de tous. Comment convaincre les travailleurs, les ouvriers, les employés, les fonctionnaires petits et moyens, de faire des efforts, et des efforts sont nécessaires, et nous devons demander des efforts à ces catégories, et je crois qu'elle peuvent comprendre cette nécessité, quand tout d'un coup, sans démenti, du moins jusqu'ici, au travers d'un article de la presse satirique, mais repris par un organe de presse, qui, lui, fait généralement dans l'information sérieuse, je veux dire simplement non satirique, quant tout d'un coup on apprend que, paraît-il, tel très haut cadre d'une entreprise publique ferait en sorte, par une décision qui en principe était secrète, que dans l'hypothèse d'une promotion qu'il aurait, ou d'une promotion qu'il n'aurait pas, son salaire déjà immensément con-

fortable pourrait être encore confortablement étoffé par, paraît-il, je ne suis pas sûr, je ne suis pas certain, mais il n'y a pas eu de démenti, par le vote d'une rente d'un montant qui vous a frappés, j'imagine, qui lui serait accordée à vie, et dont la moitié irait à sa femme ? Comment demander à la masse des gens la rigueur, quand des actes, si ces actes ont lieu, aussi choquants, aussi symboliques, aussi contraires à la rigueur sont possibles ?

Je déteste parler des individus ; j'en ai cité personne nommément. Mais j'aimerais que de ce côté et d'autres côtés, le ministre de tutelle s'informe, et j'aimerais que de façon plus large le gouvernement n'hésite pas à veiller à ce qu'il n'y ait pas d'excès du côté des très hautes rémunérations ».

Comme si Jospin ne savait pas ces choses-là !

En réalité ce n'est pas l'affaire elle-même qui gêne le plus Jospin, mais le bruit qu'elle a fait. Non, que les patrons et les riches s'en mettent plein les poches, cela ne le gêne apparemment pas, cela ne l'empêche pas de vouloir prôner la rigueur aux ouvriers. Mais faire du bruit là-dessus ce n'est pas raisonnable. Rendez-vous compte, si tous les licenciés présents et à venir se prenaient pour des P-DG.

Et pourquoi pas la rente à vie pour tous les chômeurs ? ce serait pourtant de rigueur !

C.B.

Si ce n'est pas de l'or, qu'est-ce que c'est ?

Delors a annoncé une possible baisse — relative — des impôts pour 1985, mais cela ne contredit qu'en apparence l'accroissement de la rigueur qu'il nous avait déjà promis une semaine auparavant.

Car l'un ne compense pas l'autre. Là où le fisc évitera de prendre 500 F à un salarié moyen, il fera un cadeau de 5.000 F, voire 10.000 F à un cadre supérieur et encore bien plus aux PDG, ces patrons déguisés en salariés.

Et d'un autre côté cette diminution des recettes de l'Etat sera compensée par des économies sur les budgets sociaux (indemnités de chômage, Sécurité sociale, etc.), sur les services public (hôpitaux, transports, etc.). Alors, ces 500 F qu'on ne prendra pas au salarié du bas de l'échelle, il les paiera deux, trois ou dix fois, sur les prestations qu'on lui supprimera, à lui ou à sa famille. Tandis que le cadre supérieur ou le bourgeois n'est pas touché de la même façon



par la diminution des prestations ou des services publics. Si les hôpitaux ferment des lits, il se fera soigner dans une clinique pour les riches ; si les transports en commun se dégradent, il a sa voiture ; quant au chômage, il est pour les ouvriers, pas pour les P.-D.G.

Delors, au nom du gouvernement d'union de la gauche, essaie de plaire aux plus riches. Mais ces derniers empochent et n'ont que mépris pour les paillassons.

Defferre vole bas

Gaston Defferre, le ministre de l'Intérieur, a donné une interview à la revue *Les Temps Modernes*, dont le numéro de mai 1984 est consacré aux Maghrébins de France. Il y exprime au passage que, si les émigrés n'ont toujours pas le droit de vote aux municipales, contrairement à ce qu'avait aussi promis Mitterrand en 1981 (80^e des 110 propositions pour la France), c'est que « nous n'en avons pas délibéré » ! Ce n'est pas comme le coup de frein à l'immigration et la chasse à ceux dont les papiers ne sont pas parfaitement en règle...

Seulement, s'il ne délibère pas avec ses collègues, Defferre bavarde dans ce numéro des *Temps Modernes*, en renouvelant ses accusations de l'an passé, à la veille des municipales, contre l'intégrisme musulman, qui serait responsable en France de bien des maux, et en particulier des grèves des ouvriers de l'automobile. Maintenant, c'est le terrorisme qui viendrait des mosquées.

Pour le ministre des expulsions, l'enchaînement est simple : les intégristes font du prosélytisme, prennent pied dans les mosquées. Ils y recrutent des aides, des soutiens, des complices pour leurs attentats. « Cela va vraiment provoquer un trouble, une inquiétude, une colère chez les Français, à cause des changements dans le comportement d'un certain nombre de musulmans qui jusqu'alors pratiquaient simplement leur religion, la pratiquant pacifiquement ».

Voilà en tout cas des propos qui justifient tous ceux qui voient dans tout immigré un présumé coupable. Et il faut bien dire que les prétentieux raisonnements de Defferre sont d'aussi bas étage que les préjugés racistes les plus imbéciles.



La sécurité, un thème électoral pour lequel Defferre cultive les préjugés anti-émigrés.

Krasucki et le plan Delors : Mitterrand fais-moi mal !

Krasucki a protesté contre le projet salé de budget 1985 annoncé par Delors. « Il faut que s'élève un refus catégorique assez fort et assez persévérant pour faire comprendre que trop, c'est trop », a-t-il déclaré. Et la CGT d'annoncer... une journée d'action des fonctionnaires pour le 11 mai. Si cela n'a pas grand-chose à voir avec un « refus catégorique », c'est du moins dans la ligne des journées d'action éparpillées qui ont l'efficacité qu'on sait !

Après cela, il peut toujours déclarer qu'il s'agit là d'un « budget maso ». En fait, à chaque fois qu'une mesure antiouvrière est annoncée par le gouvernement, Krasucki comme les autres proteste... mais laisse faire. Qu'avec de tels syndicalistes, le gouvernement se montre « sado », et que Delors en rajoute en disant « attention, ça va faire mal », n'a vraiment rien de surprenant.

3 ans de déclarations sur le chômage

Gouverner, c'est mentir

Lançant sa campagne présidentielle, au congrès de Créteil du PS, le 24 janvier 1981, le candidat Mitterrand l'avait placée sous le signe de « quatre grands mots : la paix, l'emploi, la liberté, la France ».

Dans les 110 propositions du PS, on pouvait également lire : « Les indemnités de chômage seront fortement augmentées ». Un « plan de lutte contre le chômage » était évoqué. On y parlait de la création de 210 000 emplois.

On connaît aujourd'hui le bilan, mais le rappel des déclarations gouvernementales au fil des mois ne manque pas de saveur !

« Je serai un chef de guerre »

Au début, le ton était triomphaliste. On allait voir ce qu'on allait voir ! « Je serai un chef de guerre dans la lutte contre le chômage », lançait Mauroy au « Grand débat » de TF 1 en juillet 1981. Et le 24 août, il déclarait à France-Soir : « Il nous faudra 12 à 18 mois pour arrêter l'augmentation du chômage et commencer à le résorber ».

Mais, en fait de « guerre » contre le chômage, le gouvernement reconduisait le « pacte pour l'emploi » de Barre et versait des subventions aux patrons. « Jamais un gouvernement n'a mobilisé des moyens financiers d'une telle ampleur pour favo-

riser l'embauche et l'investissement par les entreprises », soulignait Mauroy au Forum de L'Expansion au mois de novembre 1981.

Et Mauroy prit le départ d'un « tour de France »... pour l'emploi. A Clermont-Ferrand, emporté par son élan, il déclarait lors de sa visite à un lycée technique : « Avec la gauche au pouvoir, il n'y aura plus un chômeur dans la classe d'âge de 16 à 18 ans à la fin de l'année prochaine ».

Février 1982, le ministre du Travail signait les premiers contrats de solidarité. Au 30 avril, le ministère faisait un premier bilan : 2 594 emplois créés.

De la « stabilisation de l'accroissement »...

En mai 1982, le ton général du gouvernement commençait à changer. Fini l'état de grâce ! En avant pour le blocage des salaires ! On parla d'efforts. Dans une conférence de presse, Mitterrand annonça la fin de la « première phase » : « Après la plaine, il y a la montagne ». Au cours de l'« Heure de vérité » sur Antenne 2, le 20 mai, Delors mettait les points sur les « i » : « Il faudra que chacun renonce un peu à ce qu'il croit devoir obtenir » et plus précisément encore à propos du chômage : « Il s'agit de mieux adapter les indemnités, de façon à mieux inciter les gens à chercher du travail ».

Août 1982, les statistiques de l'ANPE tombaient : il y avait plus de 2 millions de chômeurs, 2.043.700 exactement, en « données corrigées

des variations saisonnières ». Les demandes d'emploi non satisfaites avaient progressé de 1,7 % entre juin et juillet. Mais la version officielle faisait toujours dans l'optimisme : il y a « stabilisation de l'accroissement du nombre des chômeurs » proclamait le ministère. Le chômage n'avait en effet progressé « que » de 13 %, contre 26 % en 1981 ! Et Mitterrand, qui passait à la télé à ce moment-là, relevait que « la stabilisation est une bonne nouvelle ».

Il n'y avait pourtant pas de quoi se vanter. (D'autant plus, que le nombre des chômeurs indemnisés, lui, était en baisse : on en dénombrait 1,5 million. 34 000 de moins entre juin et juillet 1982, contre 17 000 de moins entre juin et juillet 1981).

... à la « stabilisation » tout court

Mais comme Mitterrand avait parlé de « maintenir le chômage sur la crête des 2

millions », on chercha à donner le change. De nouveaux « plans » allaient être annon-

cés, pendant que l'ANPE allait continuer à épurer ses listes.

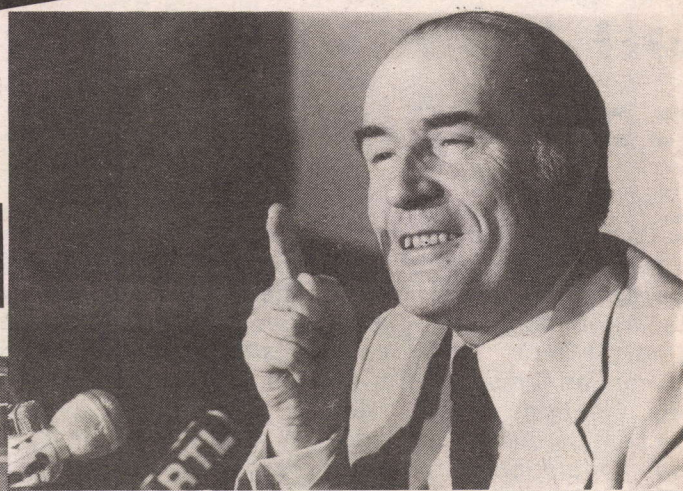
Ainsi le 4 octobre 1982 Jean Le Garrec, ministre de l'Emploi, lançait à Amiens une « campagne de longue durée contre le chômage ». Objectif : « faciliter la réinsertion professionnelle des 430 000 chômeurs inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an ». En janvier 1983, Mauroy annonçait, lui, un nouveau « plan ambitieux (...) qui s'étendra sur plusieurs années ».

Officiellement, entre novembre et décembre 1982, le nombre des chômeurs avait diminué (- 30 000). Mais Le Canard Enchaîné du 19 janvier 1983 lança un pavé dans la mare : 284 000 chômeurs auraient été « oubliés ». Explications embarrassées du gouvernement : « Il n'aurait pas voulu changer le thermomètre » ! En fait, c'était un aveu.

On apprendra plus tard qu'entre novembre 1982 et avril 1983 le ministère avait convoqué 380 000 chômeurs de longue durée pour des « entretiens approfondis ». Résultat : 80 000 avaient été rayés des listes. « Je serai un chef de guerre », avait dit Mauroy. Contre le chômage, ou contre les chômeurs ?

Fin mars 1983, de nouvelles statistiques tombaient. Mais bien que leurs chiffres aient paru de plus en plus suspects, rien ne vint contrarier l'optimisme des gouvernants.

On nous annonçait ainsi que le chômage aurait diminué de 1,5 % depuis septembre 1982 et n'aurait augmenté que de 2,7 % sur l'année. Et il n'en a pas fallu plus pour que le nouveau « délégué à l'emploi », Jack Ralite, se félicite cette fois carrément de la « stabilisation du chômage », tout court !



Mitterrand avait promis... mais les files de chômeurs s'allongent

« Jamais le gouvernement n'acceptera »...

Le 15 juin 1983, Mauroy redonnait encore dans le genre profession de foi, la main sur le cœur : « Il n'y a pas d'inégalité plus grave que le chômage et jamais le gouvernement n'acceptera de laisser une partie de notre jeunesse en marge de la société. Une stabilisation a été acquise. Tout sera fait pour la conforter ».

Mais en quelques jours, le vent allait tourner. Et après avoir soufflé le chaud, le gouvernement allait souffler le froid. « Il faudrait élaborer une gestion plus souple du marché du travail » expliquait crûment Jacques Delors, fin juin, au « Grand jury » RTL-Le Monde (en clair, il s'agissait de faciliter les possibilités de licenciement pour les patrons). Début juillet, 10 000 licenciements avaient été annoncés dans l'automobile.

Il ne faut pas « laisser filer le chômage, comme on le laisse filer en Allemagne ou en Grande-Bretagne », déclara Mauroy au Quotidien de Paris le 1^{er} août. Et pour lui, il y avait une solution simple : « Certains de nos concitoyens devront sortir volontairement du marché de l'emploi. Ceux qui sont au chômage depuis plus d'un an et ceux qui sont âgés de plus de 55 ans. »

A partir de là, les choses allaient aller plus vite. Octobre 1983, le gouvernement autorisait 4 500 suppressions d'emplois chez Peugeot. « Compte tenu des sureffets actuels au sein des sociétés » (du groupe PSA), indiquait le communiqué du ministère. « Il faut que les tra-

vailleurs sachent qu'ils ont des amis au gouvernement » osa dire Mauroy, au moment même où le gouvernement autorisait 1 900 licenciements chez Talbot-Poissy.

Décembre 1983, on comptait 2.118.600 « demandeurs d'emploi », 2.227.200 en données brutes (+ 4,5 % sur l'année) et Mauroy poursuivait : « Si on ne supprime pas des emplois, les entreprises seront condamnées ».

L'heure était aux « restructurations industrielles ».

Le 9 janvier 1984 l'INSEE dressait un tableau de la situation générale. « Ce serait environ 200 000 emplois en totalité qui disparaîtraient en un an ».

Le 9 février, c'était l'accord gouvernement-patronat-syndicats sur la diminution générale des durées et des montants des indemnités du chômage.

Le 12 février 1984, à l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, Mitterrand s'en mêla : « La lenteur des réponses apportées aux demandes justifiées de licenciements est souvent une cause de difficultés : il faut corriger cela ». Fin janvier, l'ANPE comptait 2.252.100 chômeurs (+ 1,1 %, + 25 000 personnes en un mois !).

Et puis ce furent les mesures annoncées pour la Lorraine et les déclarations de Fabius : « S'il y avait une autre solution, il n'y a pas de raison que nous ne l'ayons pas prise ».

C'est clair : les « chefs de guerre » contre le chômage font la guerre aux travailleurs. Frédéric FERRIERES

L'Amérique des P-DG :

Riches et pas discrets

Les vingt-cinq P-D.G. les mieux payés des Etats-Unis ont gagné chacun en 1983 presque deux milliards de centimes (19,20 millions de francs). Et ils en sont fiers puisqu'ils ont communiqué leurs gains à l'hebdomadaire du milieu des affaires, *Business Week*, qui effectue ce classement des patrons dorés sur tranche.

Le mieux placé est John Anderson, qui dirige la société d'informatique NCR. Ce rapace a encaissé à lui seul plus de treize millions de dollars, soit la bagatelle de plus de cent millions de francs... Il faut dire qu'en plus des salaires, déjà coquets, qui se chiffrent par centaines de milliers de dollars, le plat de résistance est constitué par des primes, des distributions d'actions et des options sur des achats d'actions. Et l'hebdomadaire de discuter si les autres actionnaires sont vraiment gagnants et si les P-D.G. ont suffisamment travaillé pour mériter ce qu'ils ont reçu...

Le classement a causé cette année quelques remous, notamment du fait de la présence dans le palmarès de pas moins de trois dirigeants de Ford (à la 2^e, 9^e et la 21^e places). Quant au P-D.G. de General Motors, s'il ne figure pas dans le haut du classement, il a tout de même augmenté ses revenus de 171 %. Le P-D.G. de Chrysler enfin n'aurait gagné « que » 4 mil-

lions de francs et serait prochainement augmenté, car vraiment son salaire n'est plus en rapport avec les énormes services rendus, explique le journal.

On imagine facilement comment la publication de ces gains astronomiques a été accueillie par ceux qui ont contribué à enrichir ces parasites. Car les plantureux profits que viennent de réaliser les sociétés automobiles américaines ne sont pas tombés du ciel. Ils sont la conséquence de licenciements et de réductions de salaires.

Entre 1979 et 1983, General Motors a fermé une demi-douzaine d'usines et supprimé plus de 150 000 emplois, et Ford 114 000. Les suppressions d'augmentations de salaires et d'avantages sociaux ont fait gagner 2 milliards de dollars par an aux trois sociétés de l'automobile.

La revue *Newsweek* cite un responsable de l'administration gouvernementale, furieux du manque de tact des capitalistes. D'après lui, « les payes énormes des directeurs risquent de rendre furieux les délégués de base du syndicat des travailleurs de l'automobile et de forcer ses dirigeants à rechercher, lors des prochaines négociations de cet été, des augmentations de salaires importantes et des avantages sociaux pour les travailleurs, ce qui serait ruineux pour les



entreprises ».

Les ouvriers américains licenciés de l'automobile, tout comme ceux qui y travaillent encore et ont touché en moyenne, au titre de l'intéressement aux résultats, un chèque d'environ 500 F chez General Motors et de 400 F chez Ford, ont en effet des raisons de penser que le système est pourri et qu'il va falloir mettre les pieds dans le plat.

P. V.

Planification capitaliste

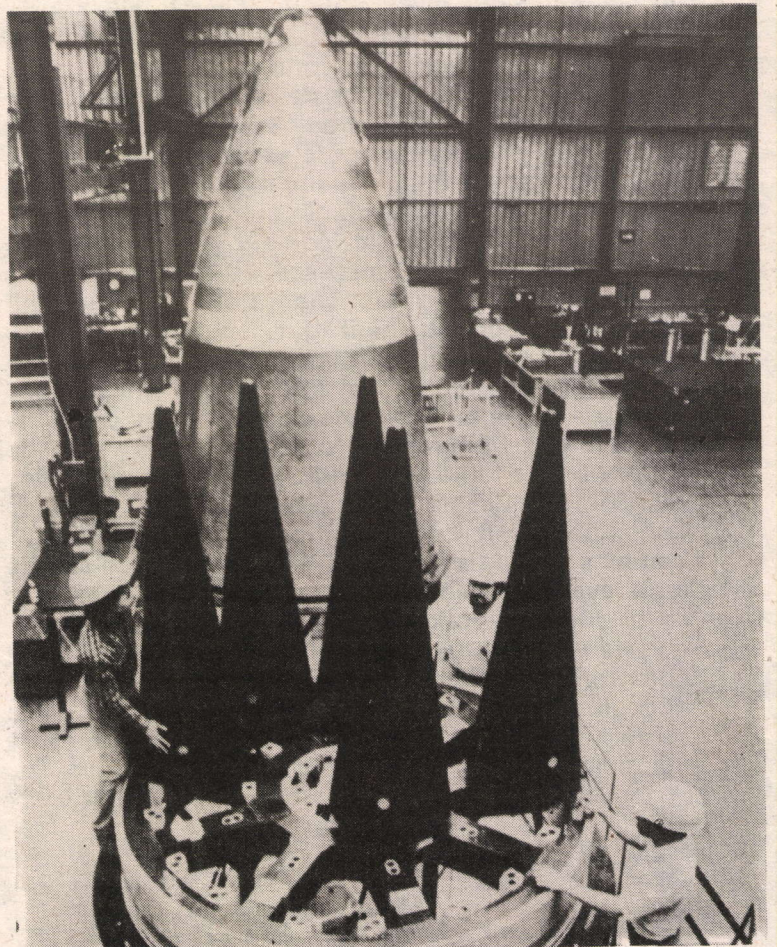
Les dépenses militaires de l'Etat américain vont représenter durant les trois prochaines années 930 milliards de dollars (soit à peu près la dette de tous les pays sous-développés). Elles ont déjà coûté 635 milliards de dollars durant ces trois dernières années. Et encore ne s'agit-il là que de prévisions, de devis qui sont régulièrement dépassés, par suite de révisions de prix.

La revue américaine *Fortune*, qui cite ces chiffres, montre que les dépenses au titre du budget militaire, qui représentaient 9 % du produit national brut à la fin de la guerre du Vietnam, étaient tombées à 5 % en 1979. La politique d'armement actuelle a fait remonter ce pourcentage à 6,5 %, et ce n'est pas fini. Dans la mesure d'ailleurs où ces dépenses sont constituées essentiellement par des inves-

tissements en armement et en matériel (et pour l'instant pas par des emplois supplémentaires de soldats), l'impact sur l'industrie est encore plus grand que ces chiffres ne le laissent supposer.

Certes, des économistes ont pu estimer que, investies dans des domaines civils, ces sommes auraient créé 25 % d'emplois de plus. Mais ces dépenses d'armement ont eu, selon le journal, porte-parole des milieux d'affaires, deux avantages : elles étaient prévues à l'avance, et elles sont concentrées sur des secteurs de pointe, pour lesquels elles représentent un « stimulus » technique (pour Wall Street, les capitalistes ne sont pas aidés, ils sont... stimulés).

Autrement dit, au pays du capitalisme le plus puissant aussi, c'est l'Etat qui sauve la mise aux capitalistes.



Les gros bénéfices de l'agro-alimentaire

A entendre les patrons et le gouvernement, il n'y aurait plus aujourd'hui que des entreprises victimes de la crise. Les profits des capitalistes de l'agro-alimentaire montrent qu'ils s'en sortent nettement mieux que leurs ouvriers, les consommateurs et les petits producteurs paysans qui les approvisionnent.

Ainsi pour BSN (Gervais-Danone et Kronenbourg, entre autres) les profits ont augmenté de 29 % en 1983 (après une hausse de 30 % en 1982), atteignant 741 millions de francs. Selon le journal patronal *L'Usine Nouvelle*, « BSN est désormais, avec l'Air Liquide et l'Oréal, l'une des trois multinationales les plus rentables du secteur privé ».

Et ce n'est pas un exemple isolé. Pernod-Ricard aussi a augmenté ses profits en 1983 (de 25 %). Et aussi Lesieur, Bongrain, Moët-Hennessy. Bref, l'agro-alimentaire ça marche pour les gros et aussi pour pas mal de moyens capitalistes, qui ne font pas parler d'eux. Ce qui n'empêche pas les salaires de la branche

d'être parmi les plus bas. Et de le rester, rigueur oblige, malgré les profits plantureux des patrons.



L'Etat banque

Revoilà Paribas. Les capitalistes privés, qui n'ont pas disputé à l'Etat la nationalisation des banques perclues de dettes comme celle du groupe Empain-Schneider (la Banque de l'Union Européenne), la banque Rothschild (l'Européenne de Banque) ou la banque Vernes, qui ont été vendues fort cher à l'Etat, s'étaient en effet, en revanche gardé quelques morceaux de choix : ainsi Paribas-Suisse, qui par diverses opérations financières avait échappé à Paribas nationalisée.

On parle aujourd'hui d'une alliance plus étroite qui scellerait la réconciliation entre Paribas nationalisé et son ancienne filiale suisse, restée privée. Si les banquiers nationalisés se défendent aussi bien que la première fois, ça va encore coûter cher à l'Etat...

Le marchand de sable est passé

A l'approche du quarantième anniversaire du débarquement de Normandie, le 6 juin 1944, un agent commercial a eu une idée. Il a acheté un mètre cube de sable de la dune de Graye-sur-Mer (47,44 F, TVA comprise) et le débite en sachets (11 F pièce) comme « souvenir facile à emporter ».

C'est Jean-Paul II qui va être content : s'il veut embrasser le sol des plages du débarquement, il n'aura qu'à passer commande, sans avoir besoin de faire le voyage.

Le feu sacré... du business

Décidément, tout s'achète et tout se vend ! C'est ainsi que le comité d'organisation des Jeux Olympiques de Los Angeles a tout simplement commercialisé le kilomètre américain de port de la flamme olympique !

Eh oui, le symbole des symboles, censé représenter les nobles (et pures) intentions du sport et de l'olympisme, ne coûte pas cher et peut rapporter gros, en budgets publicitaires (et rien n'a interdit en l'occurrence à chaque marcheur de se faire « sponsoriser »).

A raison de 3 000 dollars le kilomètre, la flamme, qui sera ainsi portée, à pied, de New York à Los Angeles, rapportera un bon petit pécule. En Grèce, on a fait grise mine devant cette manifestation de génie commercial. Et le comité olympique grec a quelque peu boudé la cérémonie d'allumage de la flamme. Mais de la part des organisateurs, c'est ce qui s'appelle faire feu de tout bois !

Milliardaires bleu-blanc-rouge

« Milliardaires à quarante ans », c'est le titre d'un reportage du magazine *L'Expansion* sur quelques affairistes français aux dents longues qui ont réussi à grossir leur compte en banque.

La dizaine qu'il cite ont imaginé de vendre des steacks et des frites (dans les restaurants Hippopotamus), des chemises, du parfum pour hommes, de la publicité. Ils ont placé de la maison

individuelle (comme Bernard Lemoux, un dur, qui a préféré vendre son entreprise et est devenu candidat RPR sur la liste aux élections européennes) ou ils ont tout simplement spéculé. Ils n'ont rien inventé, ils ont seulement trouvé la bonne place, le bon truc, le bon commerce qui rapporte... La crise, ils ne connaissent pas. Et il y a un certain nombre de patrons comme eux.

Les métallurgistes votent la grève pour la semaine de 35 heures

Alors que le syndicat de l'imprimerie entamait de nouveaux pourparlers avec le patronat dans le Nord-Wurtemberg-Nord-Bade, première région où la fédération de la métallurgie IG Metall a entamé à la fin de la semaine dernière sa consultation de base, 80,05 % des syndiqués se sont prononcés pour la poursuite de la lutte, pour imposer « la semaine de 35 heures sans diminution de salaire par tous les moyens syndicaux, y compris la grève ».

Parmi les 251.000 inscrits, 96,4 % ont participé au vote, ce qui « est éclatant » a déclaré l'un des dirigeants syndicaux, Einsenmann, « surtout quand on pense à l'artillerie lourde lancée contre nous par les mass media depuis quelque temps ». Et quelques jours plus tard, en Hesse, ce sont 80,77 % des 100.000 membres du syndicat des métallos IG Metall, qui autorisent les dirigeants à recourir à la grève, toujours pour le même objectif des 35 heures. Un net succès donc, qui a en effet désorienté quelque peu la grande presse de la République fédérale allemande, qui clairoonnait depuis un mois que cette revendication était impopulaire, y compris parmi les syndiqués, et qui à coups de sondages démontrait qu'une minorité de travailleurs (autour de 15 %) serait prête à se lancer dans une grève pour la semaine de 35 heures.

Le patronat, intraitable jusqu'ici, a fait savoir par la voix d'un de ses représentants qu'il n'était pas question pour lui d'utiliser le lock-out (menace utilisée jusque-là) et il s'est empressé de faire des offres d'ouverture de négociations, alors qu'il rejetait jusque-là catégoriquement tout début de discussion sur la remise en cause de la semaine de 40 heures.

Quant à la direction de l'IG Metall, elle fait des offres de négociations : une augmentation de 3,3 % de salaire, la pré-retraite à 58 ans avec 70 % du salaire brut. Et elle fait avancer par ses experts des propositions de solutions pour une diminution du temps de travail. La proposition de la semaine de 38 heures et demie avec 2 % d'augmentation de salaire a été avancée avec, en contrepartie, un allongement de la durée d'application de négociations tarifaires qui, de un an actuellement, passerait à 27 mois. Un compromis analogue, rappelle le patronat, avait été accepté par le syndicat en 1966-67, lorsque la semaine de travail hebdomadaire était passée de 41 heures et quart à 40 heures.

Marie ANTONIN

Les conflits passés

Dans l'imprimerie comme dans la métallurgie, les dernières grèves importantes remontent à 1978 :

— Trois semaines de grève dans l'imprimerie pour que les linotypistes et les monteurs ne fassent pas les frais des nouvelles méthodes de composition (11.000 grévistes, 53.000 lockoutés).

— Trois semaines de grève des métallos pour les salaires (85.000 grévistes, 117.000 lockoutés).

— Six semaines de grève des sidérurgistes, organisés dans le syndicat IG Metall, tentative infructueuse d'obtenir la semaine de 35 heures et de s'opposer aux réductions d'emplois (60.000 grévistes, 30.000 lockoutés).

Depuis sa création en 1951, l'IG Metall affirme avoir organisé dix grèves importantes dans la métallurgie et la sidérurgie, à l'échelle régionale. La plus longue d'entre elles eut lieu du 26 octobre 1956 au 14 février 1957, au cours de laquelle 34.000 métallurgistes de la province de Schleswig-Holstein obtinrent le paiement des salai-

res en cas de maladie de longue durée, mesure qui fut plus tard étendue aux travailleurs de tout le pays.

Ces conflits, cependant, sont l'exception. Ouvertement, les syndicats affirment donner la priorité à la concertation sur la confrontation. S'ils se targuent de représenter une force (plus de la moitié des salariés dans la métallurgie, près de la totalité dans certaines grandes usines), c'est pour être reconnus comme interlocuteurs par les organisations patronales. Ils ont obtenu une représentation (minoritaire en nombre de voix) dans les organes de direction des grandes entreprises. Les cotisations syndicales, si elles servent à l'occasion de caisse de grève pour les grévistes, et également pour les travailleurs lockoutés, ont surtout été investies dans une société immobilière, une société d'assurances, une chaîne de supermarchés, une banque (la neuvième de RFA), etc., un ensemble de sociétés qui appartiennent aux syndicats et qui emploient au total 40.000 personnes.



Dans une usine d'automobiles (Opel en Hesse) les ouvriers votent sur la grève pour les 35 heures (D.R.)

Les syndicats vont-ils déclencher la grève ?

Le syndicat de la métallurgie (IG Metall) et celui de l'imprimerie annoncent depuis des mois leur intention de mobiliser les travailleurs sur la revendication des 35 heures sans diminution de salaire. Ces syndicats sont loin d'être des organisations de combat de la classe ouvrière. Leur spécialité, c'est plutôt la collaboration de classes. Chaque année ils s'assoient à la table des négociations tarifaires avec le patronat : des marchandages qui peuvent durer plusieurs mois, pour décider des augmentations de salaire pour l'année en cours, au niveau de chaque branche et de chaque région. De plus, des négociations ont également lieu périodiquement pour fixer notamment la durée hebdomadaire du travail qui doit servir de référence aux négociations salariales des années ultérieures.

De tels accords une fois signés, les syndicats de la métallurgie et de l'imprimerie, tout comme les quinze autres branches de la confédération des travailleurs allemands (DGB), s'interdisent de les remettre en cause par une grève. Il faut en attendre l'expiration — c'était le cas au 1^{er} janvier dernier, en ce qui concerne l'horaire légal de travail — pour que les syndicats puissent envisager la grève. Et avant que les syndicats prennent, éventuellement, la décision, il y a beaucoup de verrous qui doivent sauter.

Pour négocier, il faut être deux. Or, en Allemagne comme ailleurs, le patronat profite de la crise économique pour ne

rien mettre dans la corbeille des négociations. Traditionnellement, l'IG Metall obtenait chaque année une augmentation des salaires en fonction de la hausse des prix, avec un supplément pour tenir compte de l'augmentation de la productivité liée au progrès technique ; dans les autres branches, les augmentations étaient du même ordre. Or le patronat n'accepte plus de jouer le jeu. En trois ans, depuis 1981, les prix ont augmenté officiellement de 14,2 %, les salaires de la métallurgie de 12,3 % seulement.

Dans d'autres branches, les augmentations de salaires ont été inférieures à celles de la métallurgie. En même temps, la brutale augmentation du nombre de chômeurs, qui franchissait le cap des un million en 1981 pour atteindre 2.500.000 en février 1983, pesait lourdement sur le niveau de vie de la classe ouvrière. D'autant plus que les allocations chômage, réduites une première fois par l'ancienne coalition gouvernementale dirigée par les sociaux-démocrates, l'ont été à nouveau par le gouvernement actuel, passant de 68 % du salaire, primes incluses, avant janvier 1982, à 63 %, primes exclues, pour les chômeurs d'aujourd'hui sans enfant.

Le gouvernement Kohl, depuis maintenant plus d'un an et demi, annonce la reprise économique. Mais le chômage reste élevé, même si la baisse saisonnière annoncée pour le mois d'avril se confirmait. Parmi les 2,25 millions de chô-

meurs et les quelque 500.000 chômeurs partiels recensés en avril, beaucoup ne voient pas le bout du tunnel. Le patronat maintient sa pression sur les salariés, alors qu'il se félicite bruyamment dans la presse de la progression de ses affaires, de ses succès sans précédent sur les marchés étrangers. Selon l'IG Metall, les profits ont augmenté de 14 % au premier semestre 1983 et continuent sur leur lancée.

C'est dans ce contexte que les syndicats allemands ont décidé d'entamer la « procédure » qui peut déboucher sur la grève.

Jusqu'où les syndicats sont-ils prêts à aller ? Il a fallu pas moins de quatre mois à l'IG Metall pour organiser des grèves d'avertissement et une consultation auprès de ses adhérents (elle-même étalée sur plusieurs semaines). Les représentants du patronat n'en ont, et pour cause, pas été spécialement affectés : ils ont constamment dédaigné les offres de compromis des syndicats et ont déclaré n'accepter « ni les 35 heures, ni les 36 heures, ni les 39 heures et demie ».

Si les syndicats concluent que la barre des 75 % de réponses favorables à la grève est franchie (faute de quoi, selon leurs statuts, les deux syndicats ne donneront pas d'ordre de grève), en principe ils finiront alors par l'organiser ; en ayant bien pris soin de ne pas lui donner un caractère explosif et en faisant de leur mieux pour la canaliser vers de nouvelles négociations autour du tapis vert.

Jean SANDAY

ESPAGNE

Felipe Gonzalez au Club de la presse :

« Vive le capitalisme ! »



Felipe Gonzalez lors de la prestation de serment au roi au moment de son investiture. Après la fidélité au roi, il s'illustre maintenant par ses déclarations de foi au capitalisme (AFP)

● Invité du Club de la presse d'Europe I le dimanche 6 mai, Felipe Gonzalez, le chef du gouvernement socialiste espagnol, a réaffirmé que ce qu'il appelle pudiquement « l'économie de marché » — « certains disent plus crûment le capitalisme » a-t-il déclaré — est « le moins mauvais système fonctionnant à l'heure actuelle ». Il s'est emporté pour dire qu'il refusait « l'affirmation que la droite gère mieux la crise que le socialisme ». Et de s'interroger : « Pourquoi la droite serait-elle un meilleur gérant de la crise que les socialistes ? ». Du point de vue des patrons, on le croit aisément : aussi bien en France qu'en Espagne, la politique d'austérité vis-à-vis des travailleurs appliquée par la gauche n'a rien à envier à celle appliquée en Angleterre ou aux Etats-Unis par la droite.

A propos du terrorisme du GAL (Groupe anti-terroriste de libération) qui opère sur le territoire français contre les réfugiés basques et qui a déjà à son actif le meurtre de huit réfugiés, Gonzalez a déclaré qu'il « refuse la violence terroriste, de quelque signe qu'elle soit », mais que « le terrorisme du GAL est un terrorisme de réponse à un autre groupe terroriste, qui utilise les mêmes méthodes et les mêmes techniques », ce qui est tout de même une façon de dédouaner le GAL. Il s'est déclaré convaincu que, si le terrorisme de l'ETA cessait, il y aurait une sorte de pacification en Espagne qui dépendrait plus de l'ETA que du GAL. Il s'est élevé contre le fait que la France abrite des réfugiés basques. Il a affirmé que lui n'accorderait jamais le statut de réfugié politique à un Corse ou un Occi-

tan qui aurait commis un crime dans une démocratie, en disant que c'est pour des idées politiques. « Il ne peut aujourd'hui y avoir de réfugiés politiques espagnols », a-t-il déclaré, puisque lui, Gonzalez, est le garant de la démocratie... avec le roi et les forces armées.

Car, sur sa lancée, Gonzalez s'est ensuite lancé dans un éloge des forces armées espagnoles, envers lesquelles « on dit parfois des choses injustes ». Il se dit persuadé que les forces militaires assument le système démocratique, ces forces armées qui ont servi sous Franco, auxquelles on n'a pas touché, et dont une partie a déjà manifesté par la force son opposition au régime parlementaire !

La monarchie a également eu droit aux éloges de Gonzalez. Il n'y a aucune incompatibilité entre la monarchie et le PS et son programme, a-t-il répondu à un journaliste qui lui avait rappelé qu'au début de sa carrière politique il avait été républicain...

Enfin, pour terminer, il a manifesté sa solidarité avec Jacques Delors « La politique suivie par Delors est la seule acceptable du point de vue économique », a-t-il conclu.

Solidaire des forces armées, de la monarchie et de Delors, voilà Gonzalez en bonne compagnie. Les seuls qui n'aient pas eu droit à ses faveurs, ce sont les travailleurs espagnols, qui subissent de plein fouet la crise économique et la politique de rigueur appliquée par le gouvernement socialiste espagnol !

Laurence VINON

Mitterrand et Thatcher main dans la main contre les travailleurs immigrés



Mitterrand-Thatcher : accord tacite sur le blocage de la circulation des émigrés du Commonwealth (AFP)

A compter du 8 juillet, tout voyageur anglais se rendant en France devra être porteur d'un passeport. L'attestation de nationalité délivrée pour 60 heures par les compagnies maritimes, qui jusqu'à présent donnait aux Anglais les mêmes facilités de déplacement que la carte d'identité pour les Français, ne sera plus valable.

Pour une partie des ressortissants anglais, c'est une restriction de taille. Car depuis que la loi sur les nationalités est entrée en vigueur en Grande-Bretagne en 1983, certains citoyens anglais en ont le titre, mais pas les droits. C'est le cas d'une partie de ceux qui sont originaires des anciennes colonies britanniques, qui ne conservent leur citoyenneté que tant qu'ils restent en Grande-Bretagne : ils n'ont pas droit au passeport et peuvent être refoulés par la police des frontières britanniques s'ils

ne satisfont pas à certains critères.

Du coup, le gouvernement français se plaint du fait que 700 de ces « Anglais sans droits » ont réussi à pénétrer en France durant l'été dernier, sans qu'il puisse les refouler en Grande-Bretagne.

En août dernier, les douaniers français avaient déjà refusé l'entrée à des cars de touristes dont le seul tort était d'avoir la peau foncée. Désormais, ils ne pourront plus être accusés de racisme : non seulement le gouvernement de Mitterrand leur a donné raison, mais il leur offre même une loi pour se justifier !

Le gouvernement de Margaret Thatcher n'a que très mollement protesté à l'annonce de cette mesure. En fait, elle l'arrange bien. Elle tombe juste au moment où les services britanniques d'immigration viennent de causer un scandale : ils ont renvoyé au Bangladesh une jeune femme et son enfant, sous prétexte que son mari était mort entre le moment où elle avait obtenu l'autorisation de le rejoindre et le moment où elle est arrivée dans le pays. Du coup, cette affaire a attiré l'attention de l'opinion publique sur le fait que le gouvernement Thatcher a ainsi « déporté » (c'est le terme officiel) en toute légalité 2242 citoyens britanniques pour la seule année 1983.

Mitterrand a donc fait d'une pierre deux coups : non seulement il vient de prendre une mesure de plus contre les travailleurs immigrés, une mesure qui comme les précédentes ne changera rien au problème du chômage auquel il prétend s'attaquer, mais en plus il permet à Thatcher de montrer à son opinion publique qu'elle n'est pas pire que le gouvernement socialiste français ! Et là-dessus, elle a incontestablement raison !

Eric ROULEAU

Tuons français !

Les marchands de canons anglais exagèrent ! Ils ne reculent pas devant les montages les plus grossiers pour tenter de damer le pion sur le marché des armes à leurs concurrents français et de couler la vente des Exocet bien français, qui se sont illustrés comme chacun sait lors de la guerre des Malouines.

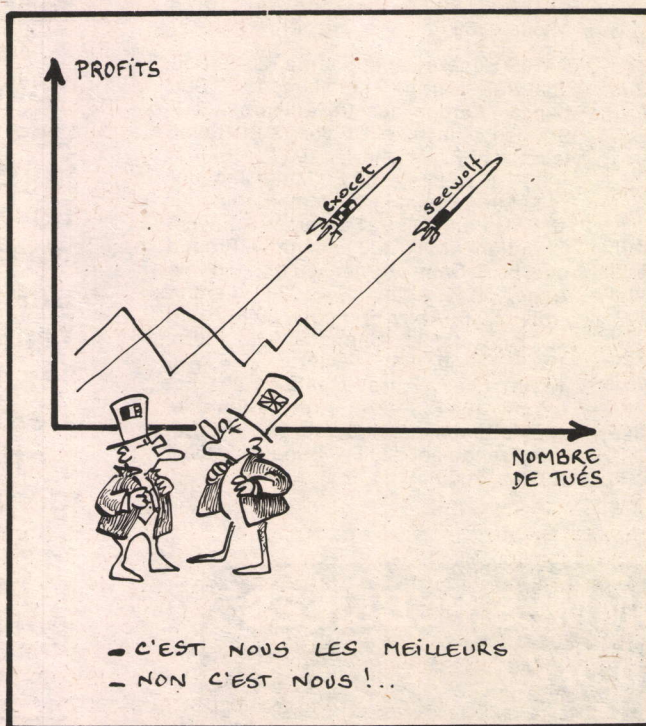
La publicité de la British Aircraft Corporation montre un missile Seewolf détruisant un Exocet en plein vol. Le tout présenté sous le label « combat proven » (« éprouvé au combat »).

Alors la Délégation française générale pour l'armement proteste que c'est un faux, puisque, même pendant la guerre des Malouines, les missiles Seewolf n'ont pas percuté d'Exocet. (L'inverse ne s'est pas produit non plus).

Devant un tel coup bas de la concurrence, la Délégation générale pour l'armement n'a pas manqué de dénoncer le « manque total de retenue de la part de certains concurrents » (ces Anglais ne sont pas fair-play) et d'inviter les marchands de mort français à faire mousser « les performances démontrées au combat » et de « faire référence aux théâtres sur lesquels ces matériels ont été utilisés ».

Rien ne vaut une bonne vraie démonstration, des images de carnages bien réels et bien meurtriers, pour que fleurissent les affaires des marchands de canons. C'est qu'avec la crise la concurrence se fait plus difficile. Voilà donc les morts du Liban, du Tchad ou de la guerre Iran-Irak promus au rang de vedettes publicitaires, pour permettre de futurs plus grands massacres.

C.B.



Nous avons besoin de votre aide financière

VERSEZ À LA SOUSCRIPTION

Comme vous le savez, une liste Lutte Ouvrière, conduite par Arlette Laguiller, sera présente aux prochaines élections européennes. Il nous faut d'ici là résoudre les problèmes financiers qu'occasionne une telle participation électorale.

Rien que pour le matériel officiel, il faudrait plusieurs centaines de millions de centimes. Les quatre grands partis, de par la loi, se voient couverts pour ces dépenses par l'Etat qui les prend en charge, et leur verse même une subvention plus que confortable pour les dédommager de leurs autres frais.

Il n'en est pas de même pour Lutte Ouvrière, qui doit financer elle-même tout son matériel électoral. Ce qui ne nous est possible que si nous disposons du soutien de tous nos lecteurs, sympathisants et amis.

Nous publions ci-dessous une première liste parmi ceux qui nous ont déjà par leur geste apporté leur aide financière et leur encouragement. D'autres dans les usines, les bureaux, les quartiers, ont également déjà versé à la souscription et n'y figurent pas encore, mais nous publierons au fur et à mesure intégralement les noms et les sommes correspondantes qui nous sont parvenus et qui nous parviendront.

Cinq semaines nous séparent encore de la date des élections et le temps passe vite pour nous donner les moyens de parvenir à notre objectif : permettre de faire entendre la voix des travailleurs révolutionnaires dans cette campagne.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous.

Versez sur les listes présentées par les militants de Lutte Ouvrière ou envoyez vos versements à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10 R.

CREDIT LYONNAIS (Paris) : Michèle Dehais, 50 F. Danielle Le Fur, 50 F. Patrick Léger, 100 F. Christiane Gauthier, 20 F.

THOMSON VELIZY : une travailleuse de Thomson Velizy, 20 F.

GROPE MALAKOFF : Annick, 100 F. Annick, 25 F. Marie, 1000 F. Philippe, 300 F. Françoise Leluc, 100 F.

MGF LE MANS : Michel, 250 F. Philippe, 30 F. Hubert, 20 F. André, 15 F. Didier, 20 F. Thierry, 20 F. Patrick, 20 F. Bruno, 50 F. Jean-Luc, 20 F.

FLINS : Maria et Aires, 50 F. Ben de Flins, 50 F.

RENAULT LE MANS : André, 50 F. Constant, 20 F. Albert, 20 F. Solange, 20 F. Roger Amador, 30 F. Famille Métivier, 50 F. Jacques Buguet, 20 F. Dominique, 20 F.

BOBIGNY : Un travailleur de Simca, 20 F. Un travailleur de l'Alsthom Bourget, 20 F. Un futur licencié de l'Alsthom Bourget, 20 F. Un retraité, 20 F. Toulelle René, 28 F. Frayssinet, 10 F. Daniel (électricien), 15 F.

RVI Vénissieux : Poloce, 20 F. Lassalle, 10 F. Lopez, 10 F. Un ouvrier, 10 F. Peireira, 10 F. Faure, 10 F. Un ouvrier, 10 F. Un ouvrier, 20 F. Un ouvrier, 10 F. Chaffa, 10 F. Un ouvrier, 10 F. Danalvzzi B. 20 F. Ferlet, 20 F.

RATP : Griffoul, 100 F. Leroy, 50 F. Lionel, 50 F. Lachaume, 10 F. Raymond, 10 F. Farina, 30 F. Patrick, 10 F. Fournot, 10 F. Cilia, 10 F. Landré, 50 F. Dion, 30 F.

PARIS-RP : Chapron Dominique, 500 F. Landormy Maryvonne, 100 F. Desquesne Régine, 100 F. A Reynaud, 200 F.

CHEQUES POSTAUX BOURSEUL : Pascale, 50 F. V. 50 F. M. 50 F.

DIJON : Rivière, 150 F. M. et Mme Roblet Pierre, 200 F.

BOURGES : Michèle, 100 F. M. et Mme Perronnet, 50 F. M. et Mme Perronnet, 50 F. Perronnet André, 50 F. Maman d'une militante, 100 F. Patrick J., 50 F. J.J., 50 F. Un sympathisant, 100 F. TOF 2, 50 F. M.A., 50 F. Un internationaliste d'Ecole Emancipée, 50 F. Une mère de famille, 50 F.

ORLEANS : Moreau, 100 F. E.C., 500 F. Lamiabie, 200 F.

LIMOGES : Agricultrice, 200 F.

Employée sécurité sociale, 100 F. Laurent, 50 F. Georges, 50 F.

NEVERS : soutien, Mme De Wolf, 50 F. Soutien, M. Martineau, 20 F. Soutien, M. Minard, 40 F. Soutien, M. Morel, 20 F. Dédé, 20 F. Pour aider, 20 F. Un ancien, 40 F. Soutien, 20 F.

ANGOULEME : mère, 500 F.

AUVERGNE : Legas, retraité, 60 F. Un petit paysan de Viverol, 30 F. Ouvrier en scierie, 20 F. Sympathisant au PS, mais déçu (Viverol), 30 F. Robert de St-Just, 25 F. Au PCF, mais sympathies pour Arlette, 20 F.

VALENCE : Renée Bouverso, 50 F. Jacques Chaize, 100 F. Saumier Patricia, 20 F. Martin C., 10 F. Annie, 100 F.

DIVERS : Yves de Marseille, 100 F. Marie-France, 200 F. Sympathisant de Chenove, 350 F. Corinne, 40 F. Réjane, 100 F. Un sympathisant de la Drôme, 50 F. Annick C., 200 F. Mère d'une copine, 20 F. Anne, 12 F. Vincent, 30 F.

LEP D'ALEMBERT (AUBERVILLIERS) : Lucien, 300 F. Eliane, 200 F. Martine, 50 F. Murielle, 150 F. Philippe, 50 F. Jean-Pierre, 50 F. Michèle, 150 F. Marie-Claude, 150 F. Françoise, 50 F. Mohamed, 50 F. Yvette, 50 F.

LE MANS : Laura, 50 F. Laurent, 50 F. Perdureau, 25 F. Thierry, 50 F. Jean-Paul, 100 F. Catherine, 50 F. Jacky, 100 F. Dominique, 50 F. Miton, 30 F. J.-J. L., 50 F. Evelyne, 20 F. Alain, 20 F. Infirmière, 50 F. Ouvrier RNUR, 50 F. Photographe, 20 F. Dessinateur, 20 F. Maxime, 30 F.

PARIS : une sympathisante, 30 F. Pour une vraie Europe socialiste, 15 F. Soutien à l'Europe des travailleurs, 150 F. Soutien à la liste La voix des travailleurs, 100 F. Pergue L., 100 F. Chantal, 100 F. Duvillers, 100 F. Mme Jacquet, 12 F. Mme Mazny, 12 F. Mme Schlander, 10 F. Un ami, 13 F. Fernando A., 200 F. Christian Abily, 200 F. Marchi Frédérique, 50 F. Samy Bernard, 100 F. Molinier Anne, 50 F. Abily MT, 100 F. Lamora Odile, 50 F. Abily François, 50 F. Rueff, 200 F. Wolf, 50 F. Camarca, 50 F. Pierre, 100 F. Serge, 100 F. Odette, 25 F. Anif Yayla, 100 F. Torres Gustavo, 20 F. La fourmi, 100 F. Pierre le révolutionnaire, 100 F. Dominique fleuriste, 50 F. Hurbertie Françoise, 20 F. Renaud, 200 F. G.G.M., 200 F.



AU nom des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite, notre camarade Arlette Laguiller conduira donc dans ces élections la liste présentée par LUTTE OUVRIÈRE.

Cette liste est composée de travailleuses et de travailleurs des plus grandes entreprises du pays.

C'est que Lutte Ouvrière a tenu à présenter des candidates et des candidats qui partagent la vie des travailleurs du rang et qui par leur activité professionnelle, comme par leur activité syndicale — puisque tous militent syndicalement dans leur usine ou leur bureau — sont à même d'exprimer le profond mécontentement du monde du travail.

Les dirigeants du Parti Communiste, comme ceux du Parti Socialiste, comme ceux des grandes centrales syndicales ne traduisent pas les sentiments de la classe ouvrière. Ils ne traduisent pas la colère des travailleurs devant les licenciements, devant les promesses non tenues. Ils ne traduisent pas l'écœurement de tous ceux qui ne croyaient pas que les hommes qu'ils avaient portés au gouvernement se mettraient à plat ventre devant le patronat et seraient si durs envers les petites gens.

Non tous ces dirigeants-là n'expriment pas le point de vue des travailleurs mécontents, et pour cause, car ils ont partie liée avec le gou-

**TOTAL DES SOMMES PUBLIÉES
A CE JOUR : 15 572 F**

Voici la composition de la liste présentée par LUTTE OUVRIERE

Au nom des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite La liste sera conduite par **Arlette Laguiller**

Arlette LAGUILLER - 44 ans. Membre de la Direction Nationale de Lutte Ouvrière.
Désiré NOGRETTE - 43 ans. Ajusteur-outilleur aux usines Chausson-Asnières (Hauts-de-Seine). Militant syndical.
Daniel BENARD - 41 ans. Ouvrier mécanicien aux usines Renault-Flins (Yvelines). Syndicaliste.
Marina PODGORNÝ - 35 ans. Employée à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de l'Île-de-France, Paris 19^e. Militante syndicale.
Christian DRIANO - 33 ans. Ouvrier ajusteur aux usines Peugeot-Sochaux (Doubs). Militant syndical.
Chantal CAUQUIL - 34 ans. Employée aux Assurances Générales de France, Paris 2^e. Déléguée du personnel.
Monique NIANG - 46 ans. Employée aux Chèques Postaux, Dijon (Côte d'Or). Militante syndicale.
Jean-François MAS - 33 ans. Ouvrier ajusteur à la S.A.F.T., Bordeaux (Gironde). Responsable syndical.
Georges MESTRES - 34 ans. Ouvrier métallurgiste chez Jeumont-Schneider, Lyon (Rhône). Responsable syndical.
Christiane HAUCHERE - 35 ans. Employée aux Chèques Postaux, Orléans - La Source (Loiret). Militante syndicale.
Paul PALACIO - 40 ans. Ouvrier métallurgiste aux usines Renault-Billancourt. Militant syndical.
Roland SZPIRKO - 38 ans. Ouvrier métallurgiste aux usines Chausson, Creil (Oise). Responsable syndical.
Chantal SORNIN - 30 ans. Employée à la SNCF, Tours - St-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire). Militante syndicale.
Juan HEREDIAS - 24 ans. Ouvrier métallurgiste aux usines Renault-Cléon (Seine-Maritime). Militant syndical.
Robert ROIG - 40 ans. Dessinateur à la SNIA, Toulouse (Haute-Garonne). Syndicaliste.
Dominique WAILLY - 31 ans. Ouvrier ajusteur chez Massey-Ferguson, Marquette-les-Lille (Nord). Responsable syndical.
Roland CALMEL - 39 ans. Ouvrier aux usines Rhône-Poulenc, Pont-de-Claix (Isère). Responsable syndical.
Marie-France BELIN - 40 ans. Employée à l'Alsthom-Atlantique, St-Nazaire (Loire-Atlantique). Militante syndicale.
Bernard THIERRY - 35 ans. Ouvrier sidérurgiste à Sacilor-Gandrange (Moselle). Militant syndical.
Josiane MAINVILLE - 34 ans. Infirmière, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Syndicaliste.
Yves THORAVALL - 48 ans. Technicien à la S.N.E.C.M.A., Corbeil-Essonnes (Essonne). Militant syndical.
Jean-Louis GAILLARD - 39 ans. Ouvrier chimiste à Roussel-UCLAF, Romainville (Seine-St-Denis). Responsable syndical.
Jean-Pierre SCAGLIA - 36 ans. Ouvrier professionnel aux Compteurs Schlumberger, Montrouge (Hauts-de-Seine). Responsable syndical.
Patrick RAMPIONI - 35 ans. Contrôleur-mécanicien aux usines Thomson, Levallois (Hauts-de-Seine). Responsable syndical.
Raymond MADEC - 33 ans. Infirmier, Rennes (Ille-et-Vilaine). Militant syndical.
Jean-Marie CLOREC - 32 ans. Ouvrier chaudronnier aux Chantiers Navals de La Ciotat (Bouches-du-Rhône). Syndicaliste.
André LANCATEAU - 36 ans. Ouvrier affûteur aux usines Renault-Billancourt. Militant syndical.
Claudine ROUSSIE - 33 ans. Infirmière à Limoges (Haute-Vienne). Syndicaliste.
André MOULIN - 35 ans. Ouvrier perceur aux usines Creusot-Loire, Saint-Chamond (Loire). Militant syndical.
Gilles BARRAULT - 33 ans. Ouvrier ajusteur aux usines Michelin, Cholet (Maine-et-Loire). Syndicaliste.
Annie SOUCHON - 36 ans. Employée à la Caisse d'Allocations Familiales, Paris 15^e. Syndicaliste.
Josiane DUBOIS - 39 ans. Agent technique aux usines Thomson-Colombes (Hauts-de-Seine). Militante syndicale.
Annie COUSIN - 43 ans. Infirmière au Centre Hospitalier de Troyes (Aube). Syndicaliste.
Jacqueline LE NAOUR - 34 ans. Employée à la Sécurité Sociale, Lorient (Morbihan). Syndicaliste.
Gérard NEIS - 27 ans. Ouvrier sidérurgiste à Usinor-Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle). Militant syndical.
Annie RIEUPET - 31 ans. Employée aux Chèques Postaux Bourseul, Paris 15^e. Militante syndicale.
Véronique SANSON - 30 ans. Ouvrière aux Compteurs Schlumberger, Montrouge (Hauts-de-Seine). Militante syndicale.
Maurice CHAYNES - 35 ans. Employé PTT, Montpellier (Hérault).
Marie-France ROCHE - 35 ans. Aide-soignante au Centre Hospitalier Universitaire de Besançon (Doubs). Responsable syndicale.
Laurence VIGUIE - 28 ans. Employée aux usines Renault-Billancourt.
Colette CORDAT - 31 ans. Infirmière à l'Hôpital de Bourges (Cher). Syndicaliste.
Jean-François POZZAN - 34 ans. Ouvrier métallurgiste à Cégédur, Angers (Maine-et-Loire). Responsable syndical.
Monique GODDE - 43 ans. Infirmière à l'Hôpital Ste-Anne, Paris 13^e. Responsable syndicale.
Michelle LOUX - 39 ans. Aide-chimiste à Roussel-UCLAF, Romainville (Seine-St-Denis). Responsable syndicale.
François GARCIA - 30 ans. Employé aux Mutuelles Générales de France, Le Mans (Sarthe). Syndicaliste.
Alain LE FOL - 26 ans. Employé à Chaffoteaux, Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord). Militant syndical.
Michel SCHMIDT - 32 ans. Dessinateur à N. Schlumberger, Guebwiller (Haut-Rhin). Responsable syndical.
Elisane LACAILLE - 32 ans. Secrétaire médicale au Centre Hospitalier, Belfort (Territoire-de-Belfort). Responsable syndical.
Paule LAURON - 34 ans. Employée Caisse de Retraite Groupe Malakoff, St-Quentin-en-Yvelines (Yvelines). Militante syndicale.
Michel DEBOEUF - 35 ans. Ouvrier modelleur à Leroy-Somer, Angoulême (Charente). Responsable syndical.
Michel BRETON - 36 ans. Agent technique aux usines Thomson-Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Militant syndical.
Pierrette MORINAUD - 37 ans. Enseignante, Strasbourg (Bas-Rhin).
Jean-Paul MACE - 28 ans. Ouvrier métallurgiste aux usines Chausson-Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Militant syndical.
Roland VIROT - 32 ans. Ouvrier aux usines Peugeot, Dijon (Côte d'Or). Syndicaliste.
Jean-Jack LACARRERE - 37 ans. Employé PTT, Centre de Tri Paris-PLM, Paris 12^e. Syndicaliste.
Gisèle LAPEYRE - 33 ans. Laborantine au Centre Hospitalier Universitaire, Rouen (Seine-Maritime). Syndicaliste.
Louis PIROIS - 44 ans. Technicien aux usines Thomson-Bagneux (Hauts-de-Seine). Militant syndical.
Anne-Marie AFLARENTIE - 35 ans. Dactylo aux usines Thomson, Toulouse (Haute-Garonne). Syndicaliste.
Catherine GUIDOT - 31 ans. Employée de banque à la BNP-Bergère, Paris. Déléguée du personnel.
Dominique GEINDREAU - 33 ans. Cheminot à Villeneuve-Triage (Val-de-Marne). Responsable syndical.
Laurence BOULINIER - 30 ans. Employée à l'UAP, Paris. Syndicaliste.
Marie-Christine PERNIN - 33 ans. Laborantine à l'Hôpital Edouard Herriot, Lyon (Rhône). Responsable syndicale.
Patrice CRUNIL - 30 ans. Ouvrier fraiseur à la SNECMA-Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Militant syndical.
Yves PETIOT - 28 ans. Ouvrier métallurgiste aux usines Renault-Véhicules-Industriels, Lyon (Rhône). Syndicaliste.
Jean-Paul RIGOLLET - 46 ans. Ingénieur à la SNIAS, Les Mureaux (Yvelines). Syndicaliste.
Agnès LEFEBVRE - 30 ans. Infirmière à la Cité Hospitalière de Lille (Nord). Responsable syndicale.
Jean-Claude GRIFFOUL - 38 ans. Ouvrier ajusteur à la RATP, Paris. Militant syndical.
Serge FRANCESCHINA - 36 ans. Ouvrier chimiste aux usines Rhône-Poulenc, Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Militant syndical.
Germaine BAUER - 44 ans. Employée au Crédit Lyonnais, Paris. Syndicaliste.
Noël HENNEQUIN - 43 ans. Ouvrier ajusteur aux usines Peugeot, Sochaux (Doubs). Syndicaliste.
Michel JOUANNIN - 36 ans. Dessinateur industriel, Alsthom-Atlantique, La Courneuve (Seine-St-Denis). Militant syndical.
Marina SALA - 29 ans. Employée à l'URSSAF, Montreuil (Seine-St-Denis). Militante syndicale.
Régis DEBLIQUI - 29 ans. Ouvrier aux usines Lever, Haubourdin (Nord). Syndicaliste.
Jacqueline LAMBERT - 42 ans. Ouvrière à la Bourgogne-Electronique, Saint-Apollinaire (Côte-d'Or). Militante syndicale.
Alain LUGUET - 33 ans. Ouvrier métallurgiste aux usines Renault-Flins (Yvelines). Syndicaliste.
Yves GUILLEMOT - 39 ans. Ingénieur chez General Motors, Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Militant syndical.
Georges MILLOT - 31 ans. Agent administratif Hôpital Beaujon, Clichy (Hauts-de-Seine). Militant syndical.
Patrice GOJJON - 33 ans. Enseignant, Le Havre (Seine-Maritime).
Yves PUIG - 37 ans. Agent technique à la CGCT, Paris 15^e. Conseiller Prud'homme.
Georges ABELLAN - 29 ans. Ouvrier chimiste à AZF, Toulouse (Haute-Garonne). Syndicaliste.
Jean-Marie BENITO - 35 ans. Facteur, Paris 18^e. Militant syndical.

ent. Mais ce point de vue, on l'a pour-
tendu à plusieurs reprises, quand il
xprimé avec violence à Talbot, ou en
e lors des premières réactions sponta-
es sidérurgistes. Eh bien, c'est cette
ce point de vue-là, que feront entendre
ette campagne les candidats de la liste
te par Arlette Laguiller.
is trois ans Mitterrand et son gouver-
t ont montré ce qu'ils valaient pour la
ouvrière. Alors ces candidats ne cher-
t pas à amener des voix à une gauche
nit les aspirations des travailleurs. Au
re ils exprimeront la déception et la
croissante des travailleurs. Car les tra-
s n'ont pas à se sentir responsables
s élections, comme lors des municipa-
1983 ou d'autres élections partielles,
tis d'Union de la gauche subissent des
électorales : ceux qui en sont responsa-
sont les dirigeants des partis de gau-
ar c'est leur pusillanimité envers les
lants, leurs revirements et leurs trahi-
qui ont permis à la droite de trouver
b de se poser, aujourd'hui, en porte-
du mécontentement populaire.
s, vous tous, qui avez envie que soit
ue la voix des travailleurs qui en ont
des trahisons de la gauche et des men-
s de la droite, aidez-nous dans cette
gne, faites campagne avec nos mili-
nos sympathisants, nos amis.

Dehors les troupes russes !

Une offensive d'une grande ampleur a été déclenchée depuis le 20 avril par l'armée russe et l'armée gouvernementale afghane, dans un premier temps dans la vallée du Panshir, située à quelques dizaines de kilomètres au nord-est de Kaboul, contrôlée jusque-là par la résistance. L'offensive s'est étendue au fil des jours à l'ensemble du pays, en particulier à une autre vallée, l'Andabar, au nord du Panshir, plus riche et plus peuplée.

Si l'on en croit la presse, ce serait la plus importante offensive depuis le début de la guerre. Au total 30 000 soldats, dont la moitié dans la seule vallée du Panshir, participeraient à cette offensive qui a été précédée par des bombardements massifs. Les attaquants seraient également appuyés par de l'artillerie lourde et plusieurs centaines de chars. Et pour la première fois des parachutistes auraient sauté dans la vallée et sur les hauteurs, pour prendre à revers les résistants dont les forces seraient estimées, selon *Le Monde* du

26 avril, à quelques milliers de Moudjahidins équipés d'armes individuelles.

Dans un communiqué officiel, les autorités russes ont déjà crié victoire. Les « rebelles » seraient « en déroute » et *Le Monde* du 2 mai rapporte que le chef adjoint de l'armée afghane, accompagné du ministre de l'Éducation, s'est rendu le 29 avril dans la vallée et a félicité ses troupes qui « se sont acquittées avec succès de leur tâche ».

Une offensive victorieuse est bien sûr possible. La disproportion des forces en présence et des moyens militaires mis en œuvre peut s'avérer cette fois-ci déterminante dans l'issue du combat engagé. Mais les communiqués de victoire de l'agence Tass ne prouvent rien, d'autant plus que, pour tenir ces positions, on estime qu'il faudra sans doute immobiliser plus de 10 000 hommes dans des montagnes parfois à plus de 3 000 mètres, d'accès difficile. La résistance a d'ailleurs déclenché une offensive contre la route stratégique entre

Kaboul et le front soviétique, faisant sauter quatre ponts et rendant l'approvisionnement plus difficile.

Depuis le début de son intervention en 1979, l'armée russe se perd d'offensive en offensive dans les montagnes de l'Afghanistan comme une dizaine d'années plus tôt, l'armée américaine s'était enlisée dans les rizières du Vietnam.

Rien que dans la vallée du Panshir par exemple, entre 1980 et 1982, six offensives ont déjà été repoussées par les maquisards afghans, qui semblent solidement implantés dans la population locale.

Et depuis cinq ans l'armée russe, forte sur place de 100 000 puis de 140 000 hommes, se révèle impuissante à imposer sa loi en Afghanistan. C'est une véritable guerre contre la population que mènent les troupes russes, contre les maquisards beaucoup moins bien équipés mais qui bénéficient du soutien de tout un peuple.

Gilbert MAQUIS



Le pape en Corée : Souffrez en silence !

En Corée, le pape s'est contenté de plaider une fois pour « une société plus humaine » afin que « la Corée soit ainsi plus admirée en tant que peuple engagé sur la voie du progrès ». S'il a rappelé à Kwangju « les tragédies des années récentes » (la répression fit des centaines de morts dans cette ville il y a 4 ans), il a prêché la « réconciliation » et enjoint le peuple coréen à « pardonner à ceux qui ont péché contre vous ». Il refusa d'ailleurs d'aller s'incliner sur les tombes des victimes, comme le lui demandaient des familles. A son arrivée dans le pays, il avait donné l'accolade au dictateur Chon et lui avait adressé un satisfecit en déclarant que la Corée « est connue et admirée de tous pour son courage, son industrie et sa volonté de construire une nation moderne sur des cendres ».

A Reagan le sabre, lorsque six mois plus tôt il était venu soutenir ce régime anti-communiste « aux avant-postes du monde libre ». A Jean-Paul II le goupillon, pour calmer les opposants — nombreux chez les catholiques — en les invitant à souffrir en silence et pour apporter sa caution au régime.

Mais tout cela n'a pas convaincu tout le monde : plusieurs manifestations en faveur de la démocratie ont eu lieu, réprimées par la police ; des gaz lacrymogènes ont même fait larmoyer les pupilles papales. Pour une fois, ce n'étaient pas des armées de crocodile !

LE « MIRACLE COREEN » : LE SANG...

Répression féroce et aussi exploitation féroce : le « miracle sud-coréen », qui fait les délices des capitalistes, se bâtit par le sang et la sueur des travailleurs de ce pays, où l'ensemble de la vie sociale, à l'usine comme dans la rue, est militarisée.

Forte de 500 000 hommes, l'armée est entraînée par la CIA et l'armée américaine, qui

maintient elle-même 40 000 hommes sur le terrain.

Un appareil de répression qui s'est illustré à Kwangju en mai 1980 : la population s'était alors insurgée contre le coup d'Etat militaire et l'état de siège imposé par l'armée le 17 mai 1980. C'est l'actuel président Chon, alors chef de la police et de l'armée, qui avait dirigé la répression qui fit des centaines de morts et des milliers de blessés. La violence de l'intervention de l'armée est rapportée par *Le Monde*, qui décrit quel était l'état des blessés : « Certains blessés par balle, mais beaucoup les membres brisés à coups de gourdin. D'autres souffraient de profondes blessures au visage et au thorax : les parachutistes avaient en effet chargé la foule à la baïonnette. Des témoins racontaient des scènes de violence inouïes : cadavres d'étudiants pendus aux arbres par les pieds, femmes à la poitrine entaillée à coup de baïonnettes ».

... ET LA SUEUR

Environ 2 millions de travailleurs et 1,5 million de travailleuses sont employés dans l'industrie manufacturière. Le journal *Le Monde* du 6 mai dernier rapporte les conditions de travail dans une usine :

« A 80 kilomètres de Séoul, à Suwon-City, le groupe Samsung — un des plus grands conglomérats coréens — a installé son industrie électronique et ses fabrications d'appareils domestiques. Il emploie maintenant 18 000 personnes. Sur les chaînes de montage, les ouvrières sont pour la plupart extrêmement jeunes. La raison n'en est pas mystérieuse : une fois mariées, les jeunes femmes doivent donner leur démission ».

C'est la règle en Corée. Salaire mensuel annoncé : entre 2 500 et 3 000 F par mois. Mais on travaille ici, comme partout dans le pays, six jours par semaine et douze heures par jour, sauf le samedi où les feux s'éteignent à 15 heures. La journée débute à 8 heures du matin et

se termine à 22 heures, avec une heure d'arrêt pour le déjeuner et une heure pour le dîner. Cela fait des semaines de 66 heures, mais cela peut aller au-delà : plus quand les carnets de commande sont bien remplis : alors que, lorsque l'activité se ralentit, le temps de travail peut être réduit ». Dans une autre entreprise, d'après le même journal, « chez Daewoo, les vacances ont été récemment supprimées car on avait mal travaillé ».

Il n'y a pas de loi sur le salaire minimum, la législation ne connaît ni les allocations familiales ni celles de retraite-vieillesse. L'assurance maladie-accident, obligatoire depuis 1976, n'existe que dans les entreprises de 16 travailleurs et plus.

Dans les « zones franches » où les patrons étrangers jouissent de multiples avantages, ceux-ci s'en donnent à cœur-joie : « Avec la crise, en 1980, 9 entreprises japonaises sont parties sans payer les salaires à 1 400 ouvriers, qui pour subsister ont dû vendre leur sang, s'endetter ou se prostituer » précise le même article.

Le pays est dominé par 15 firmes coréennes géantes, issues de trusts japonais pour la plupart, comme la plus grande, Samsung, créée par le groupe japonais Toray-Mitsui. Les entreprises, grandes et petites, licencient à leur gré et emploient de nombreux travailleurs saisonniers.

Néanmoins, les travailleurs résistent et des grèves ont eu lieu ces dernières années, comme dans la ville minière de Subuk où en 1980 3 000 grévistes avaient affronté la police, ou à l'aciérie de Dangjuk où les ouvriers s'étaient opposés aux policiers avec des barres de fer. A plusieurs reprises les patrons ont dû relever les salaires.

Si, pour les économistes et les capitalistes qui en profitent, la Corée c'est « un PNB qui a été multiplié par 4,5 en 20 ans », pour les travailleurs, c'est l'exploitation et souvent la lutte quotidienne pour la vie.



Le pape, ses pompes et ses œuvres, malgré ses prêches appelant au calme et à la soumission, a provoqué à son passage des manifestations contre la dictature.

Un sauvage chez les Papous

La jeune fille papoue qui était placée à la droite de Jean-Paul II au moment où il lut son épitre, avant la messe en plein air, ne cachait pas ses seins qu'un pape ne saurait voir. Il est vrai qu'il pouvait toujours dire qu'il n'avait d'yeux que pour la corolle de plumes d'oiseaux de paradis qu'elle portait sur la tête.

La presse locale rapportait, paraît-il, que dans certains villages de Papouasie-Nouvelle-

Guinée la rumeur s'était propagée que le pape était porteur de mauvais esprits qu'il fallait exorciser et qu'à cette fin des jets de poudre jaune, orange et rouge ont été effectués devant l'autel, en même temps que se déroulaient les danses claniques.

Il faut bien reconnaître que, même sans le latin, à la messe à la papoue, on n'a pas eu l'air de manquer de ferveur. Qu'en pense monseigneur Lefèvre ?



Elections au Salvador : une parodie de démocratie

Plus d'un mois après un premier tour électoral du 25 mars dernier, qui avait alors connu une large abstention, le deuxième tour des élections présidentielles salvadoriennes a donné la victoire à Napoléon Duarte, le candidat de la Démocratie Chrétienne, face au leader de l'extrême-droite, le major d'Aubuisson.

Que les deux seuls candidats en présence aient été le leader de la droite conservatrice, appuyé par les États-Unis et une partie de l'armée, et le leader de l'extrême-droite, connu comme l'homme de main des grands propriétaires fonciers, l'homme des groupes para-militaires, celui qu'un représentant de Washington avait nommé le « tueur psychopathe », en dit long sur les étroites limites, fort peu démocratiques, de cette consultation. Pourtant, d'après Reagan, ce scrutin — qui a été voulu et préparé par les États-Unis — ouvrirait une ère de démocratie dans le pays jusqu'ici ravagé par la guerre civile.

En fait de démocratie, ces élections ont été une véritable farce. Dans ce pays où la guerre civile règne, où l'armée financée et entraînée par les États-Unis réprime sans pitié la guérilla qui contrôle une partie importante du pays, où l'extrême-droite mobilise ses commandos de tueurs pour terroriser la population, prétendre que la démocratie est en mar-



Une vue sur les élections « libres » au Salvador

che, parce qu'une élection au suffrage prétendument universel s'est tenue sous la férule des militaires aidés de leurs conseillers américains, c'est vraiment faire prendre des vessies pour des lanternes.

La démocratie n'existe pas plus aujourd'hui au Salvador que dans le passé. Dans ce pays l'armée a toujours joué un rôle prépondérant, s'est toujours accrochée, maintenue aux postes de commande, cependant que l'impérialisme américain omniprésent maintenait et maintient encore un ordre anachronique au service de ses alliés locaux : une poignée de grandes familles riches et toutes puissantes.

Ces 14 familles, en finançant des milices, des groupes paramilitaires du type de l'ORDEN,

se sont accrochées à leurs possessions, à leurs richesses, à leurs privilèges. Elles ont fait main basse sur l'essentiel des terres riches, laissant aux paysans les terres pauvres et montagneuses du Nord et de l'Est. Pour défendre leurs richesses, elles ont suscité de véritables expéditions punitives, pour terroriser les paysans et exterminer ceux qui tentaient de résister à leurs troupes de choc. Dans cette semi-colonie de l'impérialisme américain, toute proche des USA, sous la tutelle des 14 richissimes familles qui, elles, vivent à Miami en Floride, le chômage est endémique (il atteint officiellement 35 % de la population active), près de la moitié de la population est analphabète et 6 enfants sur 10 meurent en bas âge.

Et c'est pour maintenir cet état de fait que l'armée, financée, équipée, appuyée par la toute-puissance des USA, n'a jamais voulu lâcher le pouvoir. Et elle ne le lâche pas parce que Duarte est élu. D'ailleurs Napoléon Duarte n'est pas un homme neuf. Il a déjà représenté pour les dirigeants américains la carte de rechange, l'allié « civil » du pouvoir militaire qui a cautionné la farce de la pseudo-réforme agraire de 1980.

En effet, en 1980, les conseillers américains de San Salvador souhaitaient désamorcer le mécontentement d'une partie des paysans. Et une bien timide réforme agraire fut promise. Et Duarte cautionna cette sinistre entreprise, avant d'être évincé par les militaires.

Alors on voudrait nous faire croire que, en vertu du miracle électoral, la démocratie va s'épanouir dans ce pays, grâce sans doute à Duarte et aux bons soins de l'armée, appuyée de ses milliers de « conseillers américains » !

Le seul résultat tangible de cette consultation électorale, c'est d'abord un atout pour Reagan, qui peut un temps prétendre au succès de sa diplomatie armée et va pouvoir arguer de cela pour réclamer devant le Congrès US davantage de crédits encore pour financer et l'armée salvadorienne et l'intervention de l'armée américaine en Amérique centrale.

De ce point de vue, le succès de Duarte, c'est une possibilité supplémentaire offerte à Reagan pour continuer et développer sa politique d'intervention contre les populations d'Amérique centrale.

Arrestations et répression

A Saint-Domingue, Higüey, Santiago, Bonao et Barahona, une centaine de militants et de dirigeants syndicaux et politiques ont été arrêtés.

Il y a quinze jours l'armée et la police étaient intervenues massivement, faisant officiellement 45 morts selon un bilan officiel, 200 morts selon le Comité dominicain des droits de l'homme, écrasant dans le sang la population qui s'insurgeait contre la décision des mesures d'austérité. Plusieurs centaines d'arrestations avaient déjà été opérées. Mais, à la suite de ces émeutes, le Sénat a approuvé le 5 mai un projet de loi faisant passer de 1 000 à 1 500 F par mois le salaire minimum ; un recul qui a été jugé bien insuffisant par les syndicats. Le régime entend-il par ces nouvelles arrestations faire pression sur l'opposition, pour l'amener à accepter l'austérité et les hausses de prix ? Reste que c'est la colère de la population qui l'a contraint à reculer une première fois et que ce n'est peut-être pas la dernière.

ELECTIONS EN CHAÎNE : LA « DEMOCRATIE » BOUCLEE A DOUBLE TOUR

A PANAMA

A Panama, c'est sans attendre la proclamation officielle des résultats de l'élection présidentielle du dimanche 6 mai que les deux principaux partis ont organisé le lundi des défilés dans les rues, pour proclamer chacun sa victoire. Cela s'est terminé par des heurts qui ont fait 4 morts et 30 blessés...

Le candidat de la coalition au pouvoir (l'UNADE), Nicolas Ardito Barletta, est vice-président de la Banque Mondiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Son programme est une suite de promesses comme en font de nombreux politiciens aujourd'hui, en Amérique centrale ou en Amérique latine : « bâtir une vraie démocratie », « rendre au pouvoir civil la prééminence sur les militaires », « lutter contre le chômage (...) en encourageant le secteur privé et les investissements ». Mais le fait qu'il soit le candidat des militaires en dit long sur ce que la population peut en attendre.

Le candidat de l'opposition (l'ADO), Arnulfo Arias, ressemble comme un frère au président sortant. Lui, il propose

comme vice-président... un homme d'affaires de ses amis, actuellement installé à Miami. Il a un long passé, puisqu'il a été élu trois fois et renversé trois fois par les militaires, dont il serait la bête noire. Mais cela ne l'empêche pas d'être un parfait réactionnaire, qui se dit grand admirateur de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste.

Les juges qui doivent désigner les vainqueurs du tournoi électoral se plaignent, les pauvres, de ne pas pouvoir s'en sortir. « Nous travaillons dans un tel climat de méfiance que je me demande quand nous pourrions donner des résultats définitifs, d'autant plus que de graves erreurs mathématiques ont été faites dans certains bureaux de vote. Nous devons donc reprendre à zéro le dépouillement de chacune des urnes ».

Manifestement, les juges attendent d'y voir un peu clair, de savoir qui va l'emporter sur le terrain, avant de déterminer de quel côté va pencher le plateau de la balance.

Et puis, de toute façon, l'armée veille. Le commandant en chef des forces armées, le général Manuel Antonio

Noreiga, a souligné dans un message à la nation que les forces armées « sont une institution du peuple (...) qui se porte garante de la liberté des citoyens ». Comme en juillet 1982, quand le commandant de

la Garde Nationale forçait le président Aristide Royo à démissionner. Alors, après le premier tour électoral, à quand le deuxième tour, celui des forces armées ?

Hervé MARTIN

EN EQUATEUR

En Equateur aussi, les élections se sont déroulées dimanche dernier. 17 partis se présentaient au premier tour. Les deux candidats restés en lice appartenaient l'un au parti Peuple, Changement et Démocratie, l'autre au Parti Social-Chrétien. Le premier préconisait une relance de l'économie « de bas en haut », et le second « de haut en bas ». Le premier était en tête au premier tour, le second l'a finalement emporté. Toutes les formes étaient donc respectées.

Seulement voilà, depuis 23 ans que des élections à la présidence sont organisées en Equateur, jamais un président n'a pu mener son mandat à son terme. Tous ont été écourtés par un coup d'Etat militaire. En

1979, devant les difficultés économiques du pays, l'armée acceptait de céder le devant de la scène et recourait aux élections. Il avait fallu plus de neuf mois de délai entre les deux tours de scrutin.

Dans ces élections-ci, le deuxième tour vient de se dérouler ce dimanche 6 mai, à plus de trois mois d'écart du premier tour qui date... du 29 janvier. Entre-temps, la « démocratie » équatorienne a décrété, en mars, l'état d'urgence sur toute l'étendue du territoire et a suspendu les garanties constitutionnelles dans deux provinces, pour répliquer à des grèves dans les services publics.

H. M.

CHILI

Pinochet n'a pas la pêche

Une vingtaine d'avocats chiliens viennent de déposer une requête devant la Cour suprême, pour « détournement de fonds publics », contre le chef de l'Etat, le général Pinochet. Il aurait en effet fait exproprier par l'Etat, puis racheter pour une bouchée de pain par un de ses colonels, une vallée située à une trentaine de kilomètres de Santiago, avant de la racheter à son tour ! Il s'y est fait construire une somptueuse résidence baptisée « La Pêche » (Melocoton).

C'est à ce fruit de la dictature que l'opposition ose aujourd'hui s'attaquer. C'est vrai que depuis un an le régime n'est plus ce qu'il était. Pinochet s'est contenté de menacer de poursuivre en justice les vingt audacieux. S'il en est là, il risque de n'avoir bientôt même plus le noyau à sucer.

DANS LES ENTREPRISES

La manifestation Renault... vue du côté des travailleurs de Billancourt



La manifestation Renault du 4 mai 1984

Vendredi 4 mai, la CGT avait organisé à Paris une manifestation des travailleurs des différentes usines, filiales et succursales du groupe Renault.

A Billancourt, cette journée tombait en pleine semaine de chômage technique de la plupart des ateliers ! La semaine précédente, les travailleurs avaient reçu des tracts et parfois aussi des « fiches individuelles de revendications » où chacun pouvait inscrire quelque chose. Mais la plupart n'étaient donc pas présents à l'usine le jour de cette fameuse manifestation.

Dans les quelques secteurs

qui travaillaient (chaînes des départements 14 et 49, Grosses Presses de l'île Seguin, certains ateliers de professionnels et les bureaux), la CGT n'avait lancé aucun mot d'ordre central de débrayage, si bien que, là où la section syndicale n'appelait pas non plus, ceux qui tenaient vraiment à se rendre à la manifestation devaient prendre un bon de sortie ou, pour l'équipe du soir, arriver en retard au travail.

Pour Billancourt, environ 300 personnes se sont retrouvées dans un cortège d'environ trois mille, défilant sur des mots d'ordre comme « un statut uni-

que » ou « une bonne politique sociale pour la Régie ».

En tête du cortège, aux côtés des dirigeants CGT de Renault, se trouvait aussi Akka Ghazi, secrétaire de la CGT de Citroën-Aulnay. Mais les travailleurs de Citroën n'étaient pas là : ils avaient manifesté la semaine précédente. Bref, les travailleurs de Renault et de Citroën — sans parler de ceux des autres secteurs pour lesquels d'autres journées de ce genre sont organisées à des dates différentes — ne risquaient pas de se rencontrer.

Correspondant L.O.

BNP-Paris

Le monopole syndical des délégués battu en brèche

Depuis 1981, dans les services centraux de la BNP, les élections de délégués du personnel sont faites par centre. Cette année-là, la direction avait accepté les listes du SDB (Syndicat Démocratique des Banques), formé par des militants exclus de la CFDT. La CGT, la CFDT et FO décidèrent d'attaquer devant les tribunaux chaque candidat SDB pour non-représentativité.

Au centre Bergère, au CCFD (Centre de comptabilité franc et devise), une militante de Lutte Ouvrière connue pour ses idées était candidate sur la liste CGT, mais refusait à celle-ci le droit d'utiliser son nom pour attaquer d'autres travailleurs devant les tribunaux. C'est ainsi que cette militante et les trois autres candidates CGT en 1^{er} collège (employés)

se trouvèrent retirées des listes 2 jours avant les élections. Il y eut un appel à l'abstention au premier tour et, le quorum n'étant pas atteint, la liste présentée précédemment par la CGT se présenta en candidature libre au 2^e tour au CCFD et obtenait 1 siège titulaire et 1 suppléant. Depuis, tous les ans, il y a 2 tours au CCFD et la CGT n'a plus de candidats.

Cette année, comme l'année passée, les candidats libres ont obtenu les trois quarts des voix.

Au centre de Barbès aussi, il y a depuis trois ans deux tours au Centre opérations étranger, pour les élections de délégués du personnel. Des camarades exclus ou écartés de la CGT et de la CFDT appellent à l'abstention au 1^{er} tour, afin de pouvoir se présenter au second

tour. Le Syndicat Démocratique des Banques appelle, lui aussi, à l'abstention au premier tour.

Et cette année encore au COE (650 personnes) il y a eu plus de 50 % d'abstentions au premier tour dans le 1^{er} et dans le 2^e collèges. Et au second tour deux candidats libres ont été élus, avec 46 % des voix dans le 1^{er} collège et environ 25 % dans le deuxième collège.

Ainsi, dans plusieurs centres de la BNP, à Bergère comme à Barbès, les employés sont satisfaits de montrer ainsi qu'ils tiennent à pouvoir choisir eux-mêmes leurs délégués, en passant par-dessus la censure faite par les organisations syndicales.

Correspondant L.O.

Creusot-Loire (Le Creusot)

Les menaces pour l'emploi se précisent

A l'annonce que Pineau Valencienne le PDG demandait la mise en suspension provisoire des poursuites pour Creusot-Loire (procédure qui lui permet pendant un délai de trois mois de ne pas payer ses dettes et de se restructurer), les syndicats CGT et CFDT ont appelé à une manifestation le jeudi 3 mai. Nous étions 500 à 600, ce qui est bien moins qu'en novembre 1983, lorsque Pineau Valencienne menaçait de déposer le bilan et que nous étions 1500.

Pourtant, l'inquiétude est vive, en particulier dans le secteur métallurgie : 2500 travailleurs sur les 6500 qu'il y a au Creusot, particulièrement visés par le plan des restructurations qui est discuté en ce moment entre Creusot-Loire et le gouvernement. Le PDG veut les liquider. Quelles conséquences pour nos emplois ? On l'ignore.

ces pour nos emplois ? On l'ignore.

Début avril, 200 suppressions d'emplois avaient été annoncées en métallurgie-Creusot. Ces mesures sont annulées par le nouveau plan, mais celui-ci comporterait 1400 suppressions d'emplois, principalement au Creusot. Si depuis un an les négociations entre Creusot-Loire et le gouvernement ont connu rebondissement, cette fois-ci, le sentiment est qu'on s'est avancé un peu plus vers une conclusion, et que des fermetures d'ateliers, des licenciements purs et simples, sont possibles. Mais si nous n'étions pas nombreux à la manifestation, cela ne préjuge pas de la suite. Car dans l'entreprise, les travailleurs ne discutent que de cela.

CHAFFOTEAUX (St-Brieuc)

Mécontentement face au chômage partiel et au futur plan de redressement.

Les travailleurs de Chaffoteaux ont manifesté par deux fois leur mécontentement ces dernières semaines.

Vendredi 27 avril, alors que le directeur venait d'annoncer que les paies du mois ne seraient peut-être pas versées à temps et qu'il y aurait deux semaines supplémentaires de chômage technique pour l'été, une centaine de travailleurs de l'atelier montage-chaudières ont tenu à débrayer dès qu'ils ont appris la nouvelle. La CGT appelait dans l'après-midi à un débrayage pour information d'une demi-heure. Ceux du Montage sont partis défiler dans les ateliers aux cris de : « Pas de paie, pas de boulot ! » jusqu'à l'heure de l'assemblée prévue par la CGT. A cette assemblée, la CGT confirmait les mesures prévues par la direction et appelait les travailleurs à venir nombreux le 3 mai, pendant la semaine de chômage technique, manifester contre ces mesures. Mais l'après-midi n'était pas finie. Beaucoup n'avaient pas envie de reprendre le travail comme ça. Et c'est environ 400 qui sont partis chercher le directeur qui mangeait dans une petite maison particulière.

Dès que le directeur sortit, il fut aussitôt pris à partie par de nombreux travailleurs qui lui demandèrent des comptes ainsi qu'à quelques cadres qui se trouvaient avec lui. Et comme l'après-midi touchait à sa fin, rendez-vous était pris pour le 3 mai pour le rassemblement prévu par la CGT, pendant la semaine de chômage technique.

Le 3 mai, c'est à environ 500 que les travailleurs se sont retrouvés à l'usine ; ceux des autres usines du groupe étaient aussi présents.

Après le discours du secrétaire de la CGT de l'usine, il était décidé d'aller manifester en ville. Un certain nombre de travailleurs avaient confectionné des pancartes et ils animèrent la manifestation aux cris de : « Curateur, redresseur, directeur : tous des profiteurs ! » « Ce n'est pas aux travailleurs mais aux banquiers de payer les pots cassés ! », ou encore : « Chômage, ras-le-bol ! » Vers midi, la manifestation s'est disloquée.

Ces deux actions montrent qu'une partie des travailleurs de Chaffoteaux n'est pas prête à accepter sans réagir les mauvais coups qui se préparent.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES...

Le père Noël est une ordure

Lors de sa visite de vendredi dans le Nord, Pierre Mauroy a déclaré : « Je ne suis pas venu jouer au Père Noël ».

On l'avait déjà remarqué qu'il ne nous faisait pas de cadeaux.

Suppressions d'emplois

La Régie vient de demander au gouvernement l'autorisation de 3500 mises en pré-retraite.

Bien sûr, ceux qui partiront ne l'auront pas volé ! Mais pour Renault, c'est la belle affaire. Comme il n'est pas question de remplacer ces départs, c'est 3500 pos-

tes qu'elle supprimera sans douleur.

Alors Fabius Super Plus peut se permettre d'annoncer que la Régie va créer... 300 emplois en Lorraine... Ça ne fait pas le compte !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Massey-Ferguson.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault CKD (Sotteville Grand-Couronne).

A la veille du lancement de la nouvelle voiture : réactions à la chaîne

A l'usine de Flins (17 000 ouvriers) sont produites actuellement les R5 et les R18. Prochainement doit démarrer la production d'une nouvelle voiture, dont X40 est le nom de code. La direction de Flins a l'air d'investir bien des espoirs dans cette nouvelle Renault, à en juger par le ton qu'elle emploie dans sa presse interne et dans les interviews accordées aux journaux locaux.

C'est visiblement avec inquiétude qu'elle a donc appris les deux grèves qui ont éclaté récemment dans deux secteurs de l'usine.

Grève à la Cataphorèse

C'est dans le secteur de la Cataphorèse que la première grève a eu lieu, à la veille du week-end de Pâques. Dans ce secteur, qui dépend du département Peinture, les véhicules subissent un traitement de surface avant de passer à la peinture. Bien que relativement neuf, c'est l'un des secteurs les plus répugnants de l'usine, en raison de l'odeur des bains et de la non-automatisation d'une partie des travaux — les planchers.

Au départ : l'intention de la direction de supprimer plusieurs postes, sous le prétexte d'une diminution des cadences. « Le bâtiment coûte trop cher, on se fait engueuler par Billancourt » avait dit la direction du secteur, sous-entendant par là qu'il fallait rentabiliser les ouvriers de la Cataphorèse. Elle venait d'ailleurs de changer le chef d'atelier. Le nouveau arrivait donc ostensiblement pour supprimer des postes, avec une réputation taillée d'avance.

C'est jeudi 19 avril, à la prise d'équipe du matin, que le nouveau chef d'atelier décida de supprimer 6 postes sur les chaînes. Refus des ouvriers du secteur, menaces du chef, bref, deux heures plus tard, les quatorze ouvriers du secteur d'Accrochage décidaient d'arrêter le travail. Et c'est dans une atmosphère tendue que les discussions avec la hiérarchie du secteur commencèrent.

Au changement d'équipe, ceux du matin mirent au courant ceux du soir, qui décidèrent de faire leurs postes comme avant le « changement », sans tenir compte de ce que pouvait dire la maîtrise. Discussions là aussi avec la hiérarchie. Mais après le repas, les ouvriers du secteur Mastic-

Planchers, où deux postes avaient également été supprimés le matin sous prétexte qu'il y avait des robots, ont cessé le travail.

Il n'a pas fallu plus de cinq minutes pour que le contremaître remette les deux postes en place : il a jugé soudain que les robots ne faisaient pas complètement l'opération ! Tout semblait donc réglé à la Cataphorèse, puisqu'à l'Accrochage aussi les ouvriers continuaient leurs postes inchangés comme la veille.

La direction insiste

Quelle mouche avait donc piqué la direction ? Vendredi matin, elle remettait tout en question et imposait la suppression des postes. N'avait-elle pas compris ? Les travailleurs du bâtiment Cataphorèse, tous ensemble à 70, allaient le lui réexpliquer. Ils se sont mis en grève et, cette fois, la production fut bloquée. L'équipe d'après-midi, elle, ne se mit pas en grève immédiatement, mais refusa le travail supplémentaire sur les postes. Pendant ce temps-là, les discussions continuaient avec les représentants de la direction. A 16 h 30, dans un ras-le-bol général, les 70 ouvriers de l'équipe d'après-midi cessèrent le travail.

Ça ne passa pas inaperçu dans les secteurs proches : en amont, en tôlerie, les caisses s'accumulaient, alors qu'en aval, en peinture, les stocks étaient épuisés et les chaînes vides... Si bien qu'à 17 h le chef de département en personne vint discuter sur le tas avec les grévistes, passa en revue chaque poste avec les ouvriers concernés, et se vit contraint de signer chaque promesse sur un bout de carton : il faut dire que, vu ce qui s'était passé la veille, les grévistes étaient échaudés !

A l'heure du repas, les grévistes sont allés manger tranquillement, pendant que le chef de département les attendait, visiblement crispé...

Et ce ne fut qu'après le repas, à 20 h, qu'il put régler les choses : prenant lui-même le micro, il annonça que les modifications de postes étaient annulées jusqu'au lancement de la nouvelle voiture et que, si les robots d'ici là n'étaient pas plus au point, il « les licencierait » (les robots). Il annonça aussi que les heures de grève allaient être payées mais il ajouta, presque en suppliant, qu'il faudrait vraiment

préparer un stock de 300 voitures pour que tout puisse redémarrer « normalement » mardi, au retour du week-end de Pâques. Heures supplémentaires payées, bien sûr, et retour assuré, puisque les cars de l'équipe du soir seraient partis depuis longtemps.

C'est donc en applaudissant à la victoire que les travailleurs de la Cataphorèse reprenaient le travail. Moins contente était la maîtrise, car la direction l'a mobilisée le vendredi soir, et surtout le samedi. Adieu, le week-end de Pâques...

La direction pressée d'en finir

La rapidité avec laquelle la direction a cédé sur les revendications et sur le paiement des heures de grève de quelques dizaines de travailleurs montre son empressement à faire en sorte que tout rentre dans l'« ordre » et surtout que, mardi matin, il ne reste aucune trace de la grève.

La grève des peintres de janvier 1983 est encore fraîche dans les mémoires : une minorité de travailleurs déterminés avait suffi à bloquer l'usine, à provoquer des mouvements dans d'autres secteurs, et s'était étendue à d'autres usines d'automobiles du pays.

Pas question donc pour la direction de laisser traîner les choses. Un risque est un risque, et satisfaire des revendications particulières de conditions de travail n'a pas dû lui paraître créer un danger de contagion dans d'autres secteurs.

Toujours est-il que les 140 travailleurs de la Cataphorèse ont un moral d'acier, contents d'avoir fait plier Renault et imposé la sourdine à certains agents de maîtrise.

Deux semaines plus tard, grève contre les cadences en sellerie

La réorganisation du travail sur les chaînes de Sellerie s'est traduite par du travail en plus. Depuis mercredi 2 mai, des débrayages ont eu lieu en équipe du matin. Les ouvriers qui ont débrayé ont été convoqués un par un au bureau du chef d'atelier, pour étudier leur poste. Là, on leur a démontré, chiffres et graphiques à l'appui, que non, vraiment, ils n'étaient pas trop chargés et



La direction de Renault-Flins craint l'arrêt des chaînes, au moment où elle s'apprête à sortir sa nouvelle voiture

n'avaient aucune raison, donc, de refuser le nouvel « enchaînement ».

Jeudi après-midi, l'autre équipe s'y est mise : profitant de la pause... rallongée, une quarantaine de travailleurs vont voir le chef d'atelier. Réponse promise pour le lendemain.

Le vendredi matin eurent lieu de longues discussions poste par poste, entre la direction du secteur et les délégués syndicalistes, avec pour seul résultat de retirer quelques opérations là pour les rajouter ailleurs. Les responsables tentèrent d'ailleurs de se servir de ces piètres résultats pour présenter cela à l'équipe d'après-midi comme un accord tacite. La réponse des ouvriers : une centaine cessèrent le travail sur les trois chaînes et défilèrent dans les ateliers de Sellerie en criant : « Les cadences, ça suffit » et : « Non à la charge de travail ».

Les responsables du secteur voulaient bien négocier tout ce qu'on voulait, mais pas avant

que le travail n'ait repris. Ce n'était pas l'avis des grévistes ; tout le monde s'installa au soleil en attendant que la direction fasse déplacer un chef administratif. Et finalement elle accepta de recevoir des délégations de grévistes et alla même jusqu'à promettre le paiement des heures de grève.

Bon nombre de grévistes pensaient que le système de discussions chaîne par chaîne serait le plus efficace.

Alors, depuis lundi 7 mai, les gens de la direction qui étaient jusque-là restés sourds et muets voient leur bureau envahi par les grévistes, chaîne après chaîne. Certains d'entre nous se disent que c'est le moment de poser nos revendications, charge de travail, embauche, salaires. Dans les secteurs touchés par les mouvements, les travailleurs sont satisfaits d'avoir fait savoir leur ras-le-bol, ensemble, ouvriers de tous âges et de toutes nationalités, et d'avoir contraint la direction à reculer, et vite.

Un chômeur condamné

Au mois de mars dernier, lassé de réclamer en vain aux Assedic l'allocation de 1 000 F qui lui aurait permis d'acheter des outils pour reprendre son métier de maçon, un chômeur avait fait quelques dégâts dans les locaux des Assedic de Rennes.

Il vient d'être condamné à deux ans de prison avec sursis et mise à l'épreuve, avec obligation d'effectuer 240 heures de travail d'intérêt

général. Il devra rembourser les 680 000 F de dégâts occasionnés dans les locaux des Assedic.

Ainsi, il est condamné à travailler gratuitement parce que la société est incapable de lui fournir un travail salarié.

Quant à la « casse » des locaux... si on condamnait les patrons qui « cassent » les usines, à combien d'heures de travail gratuit n'aurait-on pas droit !

« Les marchés de la faim »

« L'aide alimentaire en question »

de Pascal Erard et Frédéric Mounier

Ce livre vient d'être publié dans le cadre d'une campagne « pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes » menée par plusieurs associations chrétiennes, Frères des Hommes, Terre des Hommes et Peuples Solidaires.

Il dénonce essentiellement les mécanismes actuels de l'aide alimentaire aux peuples du Tiers Monde apportée par les gouvernements des pays riches et donne des exemples d'autres types d'aides apportées par des associations, de façon parfois plus efficace même si leurs moyens sont infiniment plus réduits. Ceci dit, même s'il le dénonce, ce livre ne tient pas compte du fait que la sous-alimentation des pays pauvres est liée tout d'abord au pillage et à l'exploitation perpétrés par l'impérialisme face auquel la meilleure bonne volonté

d'associations humanitaires reste notoirement insuffisante.

Il reste que les mécanismes de l'aide alimentaire sont parfaitement décrits dans cet ouvrage : les pays donateurs ne le font pas, comme ils le prétendent, de façon désintéressée et pour des buts humanitaires. De nombreuses citations de responsables prouvent que le but principal de l'aide est de se débarrasser des surplus dont ces pays ne savent que faire et dont le stockage coûte très cher. C'est ainsi que la CEE et surtout la France, donnent, voire inondent, les pays du Tiers Monde de lait en poudre, qui a souvent, vu les conditions d'utilisation (substitut au lait maternel, reconstitué avec des eaux polluées), des conséquences néfastes sur la santé des nourrissons.

Certains envoient « de la

sauce tomate et des pommes chips... » pour s'en débarrasser. Le mythe des grands pays « aidant » les pauvres est sérieusement mis à mal.

Les auteurs dénoncent aussi le fait que « le volume de l'aide est tributaire des stocks. En 1973, alors que la famine ravageait plusieurs régions du globe, l'aide en produits laitiers tomba au quart de ce qu'elle était à la fin des années 60 ».

Les aliments qui constituent les aides sont bien sûr, le plus souvent, différents de ceux utilisés dans les pays comme, par exemple, le blé qui n'est pas cultivé en Afrique. Cela contribue à modifier les habitudes alimentaires et à créer une dépendance accrue par rapport aux pays donateurs.

Les envois de produits gratuits qui se font indépendamment de ce qui est pro-



La sous-alimentation des pays pauvres, une réalité liée à leur pillage par les pays riches.

duit dans le pays peuvent contribuer à ruiner les producteurs locaux qui n'arrivent plus, eux, à écouler leurs productions sur le marché ; et de ce fait, la dépendance alimentaire du pays se trouve encore accrue.

Les aberrations du système, lent, coûteux, objet de trafics à de nombreux niveaux, arrivant rare-

ment à ceux qui en ont réellement besoin, sont dénoncés à l'aide de nombreux exemples, exemples qui constituent l'intérêt et l'actualité de ce livre.

Laurence VINON

Les marchés de la faim — l'aide alimentaire en question de Pascal Erard et Frédéric Mounier. Ed. La Découverte, Coll. Cahiers Libres, 65 F.

« Aurore ou la génération perdue »

de Bernard Thomas

Aurore, c'est le nom d'une jeune femme, très belle évidemment, en proie au « mal de vivre » et dont les rencontres avec Laurent, le héros du roman, ponctuent le récit. Un récit qui entraîne le lecteur à la suite de Laurent et de la bande de copains qui gravitent autour de lui. Tous rejets de familles de la petite bourgeoisie, ils promènent leurs interrogations, leurs rêves, dans les rues de Versailles, à une époque marquée par la guerre d'Algérie, puis dix ans plus tard par

Mai 1968. L'histoire d'amour entre Laurent et Aurore domine tout le roman : les événements, eux, ne sont que prétextes aux aventures individuelles et réflexions désabusées sinon méprisantes pour ceux qui se dévouent à une cause, qu'il s'agisse de militants du FLN en France ou de ceux de Mai 1968 à Paris. Bernard Thomas — actuellement chroniqueur et rédacteur en chef adjoint au *Canard Enchaîné* — raconte là ce qu'il connaît et ce qu'il a vécu. Lui-même

se situe dans cette « génération perdue » visiblement. Les tourments de ce monde de petits-bourgeois préoccupés de se reposer éternellement les questions « qui suis-je, d'où viens-je, où vais-je » présentent assez peu d'intérêt. Le Bernard Thomas du *Canard Enchaîné* nous avait habitués à plus de virulence et de passion.

M. A.

Aurore ou la génération perdue de Bernard Thomas. Ed. Ballard, 89 F -437 p.

On nous communique :

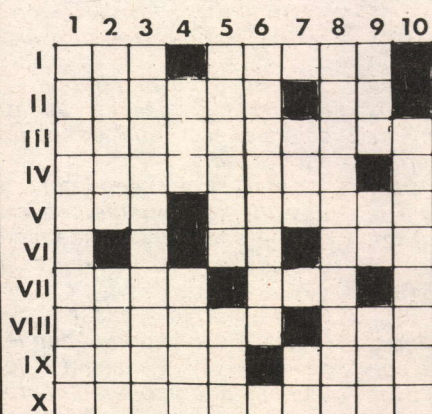
• Le spectacle de la *Compagnie des 2 R au 18 Théâtre*, 16, rue Georgette Agutte, 75018 Paris. Elle joue deux pièces de Marivaux *Les sincères* et *Le leg*, jusqu'au 24 juin.

• Au *Palais des glaces*, 37, rue du Faubourg du Temple, Paris 10^e : *Zaka Percussion*, jusqu'au 19 mai.

• Au *Trou noir*, 34, rue Nationale, Paris 13^e où le chanteur *Francisco Muntaner* se produira le 13 mai.

• Et à la *Maison des Arts* de Créteil, *Anne Sylvestre*, le mardi 22 mai, qui chantera dans le cadre d'un spectacle sur le thème « *Chansons de mai* ».

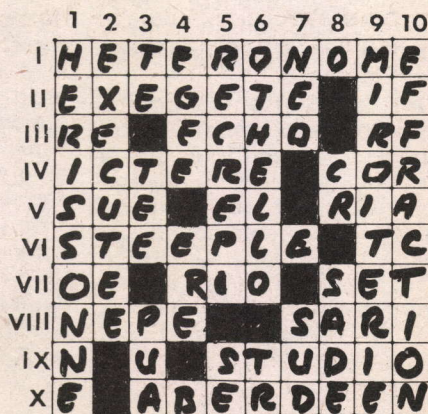
MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Véhicule retourné. Miséricorde. II. Recevoir des coups, par exemple. Phonétiquement : petites baies montagnardes. III. Elle actionnait la batteuse. IV. Hommes robustes. V. Pour jouer au golf. Contraction de la bouche. VI. Préposition. Mesure de paysan. VII. Ne regarde pas nécessairement. Ce n'est pas bien ! VIII. Minerai argileux. De l'eau. IX. Caractérise des fruits meurtris. Dangereux d'être sur la ligne. X. Ce sont des choses qui arrivent.

VERTICALEMENT. — 1. D'abord restreinte, elle a été généralisée. 2. Accessoire (deux mots). Roi de Norvège. 3. Puceron amateur de plantes. 4. Saint du Finistère. Possessif. 5. Elle ne va pas sans son chien ! La moitié d'une endormeuse. 6. Pour ne pas dire « X » dans les salons. 7. Vaut mieux ne pas tomber dessus. Personnel. 8. Impossible d'avoir sans lui une image nette. 9. Rivière d'Alsace. Patrie d'Abraham. Habilité. 10. Des concentrés.

Solution du n° précédent



« Panaït Istrati Le pèlerin du cœur »

• Il y a cent ans naissait Panaït Istrati, écrivain d'origine roumaine, mais qui a rédigé la plupart de ses livres directement en français. Issu d'un quartier pauvre du port de Braila, sur le delta du Danube, Istrati, dans la plupart de ses romans, décrit la misère mais aussi les espoirs de ceux qu'il a connus dans sa jeunesse. Ayant lui-même pratiqué tous les métiers et vagabondé entre les Balkans et l'Asie Mineure, il arrive en France, à Nice, à l'âge de 36 ans, fin 1920. Ses textes attirent alors l'attention de Romain Rolland qui l'encourage à poursuivre son œuvre littéraire. Istrati va lui vouer une vénération sans faille pendant les dernières années qui lui restent à vivre, ce qui n'empêche pas les deux hommes d'être en désaccord total lorsque, de retour d'URSS, Istrati témoigne de ce qu'il a vu tandis que Romain Rolland, lui, accepte de taire la dictature de la bureaucratie. Istrati meurt en 1935, pauvre, isolé, à l'âge de 51 ans.

Dans *Le pèlerin du cœur*, les Editions Gallimard ont rassemblé des textes disparates, pour une bonne part inédits. Tous pourtant ont un caractère autobiographique. Ceux de la première partie rappellent les récits d'Adrien Zograffi, l'œuvre maîtresse d'Istrati. Puis l'éditeur nous livre les lettres dans lesquelles Istrati fait part de son admiration pour Romain Rolland. Viennent enfin des textes datant des dernières années de la vie d'Istrati. Celui-ci, malade, hanté par l'idée de la mort, déçu par l'évolution de l'URSS et la capitulation des organisations ouvrières, solitaire et isolé, écrit des lettres et des articles empreints d'un profond désespoir et très pessimistes vis-à-vis de l'engage-

ment politique quel qu'il soit, ne reconnaissant plus que les seules valeurs spirituelles. Néanmoins, comme toute l'œuvre de Panaït Istrati, ces textes sont marqués par une profonde foi en l'individu, une foi presque mystique, qui va de pair avec une aversion pour toute forme de religion ou d'Eglise.

Accompagné d'une présentation sommaire, l'ensemble de ces textes nous laisse un peu sur notre faim. Pour vraiment connaître Panaït Istrati, mieux vaut lire les premiers volumes des *Récits d'Adrien Zograffi* que la collection de poche Folio vient justement de rééditer.

André JULLIARD
Le pèlerin du cœur de Panaït Istrati, Ed. Gallimard, 260 pages, 70 F.



« Le pouvoir nu »

de Françoise Bafail, de Nicole Fratellini et Thomas Lowitt.

Réalisé par trois sociologues, il s'agit essentiellement d'un recueil d'interviews d'ouvriers polonais réalisées entre 1981 et 1982. Sur la période d'avant les grandes grèves de 1980, le premier chapitre et quelques interviews de cadres d'entreprises datant de 1972 et 1973 rappellent le rôle des syndicats officiels. Quant au dernier chapitre, il esquisse un rapide bilan de la vie pendant les premiers mois de l'état de guerre décrété par Jaruzelski en 1981. Tout le reste du livre est constitué d'entretiens avec les travailleurs d'une entreprise de l'industrie légère puis avec ceux d'une entreprise de la métallurgie lourde, hommes ou femmes, OS ou techniciens, tous membres de Solidarité.

Ils parlent de leurs conditions de travail, de la course au rendement (il faut faire 110 à 120 % de la norme pour toucher une paye complète); de la pénurie de matériel et de machines remplacées par la main-d'œuvre qui est « si bon marché en Pologne »; des salaires qui ne suffisent pas pour vivre (deux œufs valent une heure de travail);

des amendes pour absences injustifiées et de l'impossibilité de s'arrêter quand on est malade: il faut avoir 38°5 de fièvre pour pouvoir le faire et encore est-il nécessaire de venir à l'usine où le médecin du travail délivre alors l'arrêt.

A tout cela s'ajoutent les queues interminables chez les commerçants pour acheter des aliments d'une qualité souvent mauvaise, avant de retrouver, en prenant des transports qui fonctionnent mal, des logements trop exigus.

Les travailleurs dont les témoignages ont été recueillis par les auteurs parlent également de leurs aspirations à mettre fin à la pagaille, à la présence de tous les parasites de l'administration polonaise ou russe, à une réorganisation de la production dans des entreprises qui seraient « la propriété de nous tous » ainsi que le déclare un contremaître. L'aspiration à se débarrasser de la dictature s'exprime encore à travers les propos d'un technicien par exemple, responsable de la commission de Solidarité dans l'entreprise de métallur-

gie lourde, qui parle d'élire librement des conseils ouvriers, sans limitation du nombre de candidats et d'élire la Diète (le Parlement) de la même façon.

Le livre se termine sur une interview réalisée en 1981 après la proclamation de l'état de guerre: les usines sont militarisées (toute atteinte à la production est passible du tribunal militaire); des mouchards viennent renforcer la police politique dans les entreprises; les conditions de vie sont encore aggravées en raison des très fortes hausses de prix. Des ouvriers parlent alors de leur peur mais aussi de leur volonté de ne pas plier.

Comme tout recueil d'interviews, ce livre est parfois un peu répétitif et nécessairement fragmentaire. Mais il est clair, concret, et apporte des témoignages bruts intéressants sur la vie des travailleurs en Pologne.

Sylvie MARECHAL

Le pouvoir nu, de Françoise Bafail, Nicole Fratellini et Thomas Lowitt, Ed. Syros, 261 p., 79 F.

« Hôpital, silence »

de Jean Renault

Dans ce livre, Jean Renault crie sa douleur et sa colère face à la mort de sa fille, Geneviève, décédée lors d'une intervention médicale à l'hôpital de Quimperle, le 24 mars 1983.

Il évoque sa fille, son enfance, ses joies. On la voit grandir, on la suit dans ses amours, son mariage, on la voit avec son premier enfant. Et brusquement c'est la mort inattendue. Geneviève, désireuse d'avoir un second enfant, est hospitalisée pour une intervention de routine, une coelioscopie sous anesthésie générale. Elle ne se réveillera pas. Explication du corps médical « votre fille a fait une embolie gazeuse à la suite d'une erreur de manipulation en cours de coelioscopie ». Rien de plus n'est précisé.

L'auteur de ce livre n'est pas écrivain. Et s'il a écrit, c'est pour dénoncer le fait qu'aucune autre explication sur la mort de sa fille ne lui ait été donnée. Il n'a pas voulu se taire, ni accepter sans comprendre. Il a tenu à alerter l'opinion et il a contacté des journalistes. De nombreux articles sont parus dans la presse soulevant le problème et Jean Renault est lui-même intervenu à la télévision lors d'une émission de Michel Polac « Droit de réponse » sur « l'hôpital malade ». La fin du livre présente la chronologie des événements et les différents articles de journaux sur l'affaire et le tout compose une dénonciation forte de certaines pratiques hospitalières.

Ghislaine GAUTHIER

Hôpital silence de Jean Renault.

LIVRES

« Une drôle de petite fille »

d'Irmgard Keun

Après *Gilgi*, après *Minuit, La jeune fille en soie artificielle*, *Tendre Ferdinand*, voici une nouvelle traduction de cet auteur allemand des années 1930.

Cette fois-ci, le monde n'est pas vu à travers le regard ingénu d'une jeune femme, comme c'est souvent le cas dans les romans d'Irmgard Keun, mais d'une enfant : Kully, l'héroïne, a dix ans. Et le monde de l'entre-deux-guerres dans lequel elle est ballottée a certes de quoi l'étonner.

Son père est un écrivain antifasciste contraint à l'exil par le régime hitlérien. La vie de la famille de Kully

est un déplacement permanent, de capitales européennes en capitales européennes, d'hôtels de luxe en hôtels de luxe.

Non pas que ces exilés soient très riches, encore que le père vive de sa prose, mais il a des « dons » pour trouver des expédients et des combines peu communes. Toujours entre deux négociations avec tel éditeur ou tel mécène, il lui faut donner le change, laisser entendre à ses interlocuteurs que tout ne va pas si mal. L'argent attire l'argent, n'est-ce pas ? Ces situations sources de quiproquos, observées par la

candide Kully, ne manquent pas d'humour.

Le regard de Kully sert de révélateur à toutes les tares et les faux-semblants de la société qu'elle a sous les yeux. Aussi bien ceux de ce monde des années 1930 dans lequel les exilés n'arrivent pas à trouver un lieu où s'arrêter définitivement que ceux de la vie extravagante et chaotique de son père.

Un livre plein de verve qui se lit avec grand plaisir.

Jacques FONTENOY

Ed. Balland, 219 p., 69 F. Une drôle de petite fille d'Irmgard Keun.

Les Dossiers du Canard

La presse en revue

Ce dernier Dossier du Canard Enchaîné — diffusé dans les kiosques — fait un tour d'horizon des journaux et revues les plus diffusées en France.

On n'y trouve aucune révélation sensationnelle, ni aucune analyse fouillée, mais une information assez large sur ce qu'est la presse aujourd'hui.

Le Dossier s'ouvre sur la loi sur la presse que Le Canard juge inopérante et inopportune, faite uniquement pour contrer Hersant sans y parvenir. On voit donc Hersant et son empire, qui a « pipé les dés du jeu de loi » ; Hachette et Jean-Luc Lagardère (*Monsieur Salut les Copains + monsieur Europe 1 + monsieur Matra*) ; Le Monde « comme il va » ; Libération « de Mao à Montand » ; la presse du PCF « des cent fleurs à la chute des feuilles ». Les magazines divers sont décortiqués et l'on voit à quel point la presse féminine dépend des « pages de duplicité ». La presse de province n'est pas oubliée avec *Defferre* qui a dans sa manche Le Provençal (de gauche) et Le Méridional (de droite). Derrière les jeux de mots et le choc des dessins, on lit avec intérêt des détails sur les financements, combinaisons, couleurs politiques et stratégies diverses des patrons de presse.

Voilà qui illustre bien que la presse est affaire de gros sous, une entreprise capitaliste où il y a comme ailleurs concentrations, monopoles, canards boiteux, rachats et combines diverses.

Michel BROUSSE

Les Dossiers du Canard : la Presse en revue, 20 F.

TELE

Sélection

Samedi 12 mai

TF 1. 17 h. L'émission *Terre des bêtes* est consacrée aux cavaliers rassemblant les chevaux sauvages à la frontière de la Colombie et du Venezuela, ainsi qu'au poneys sauvages d'une île proche de la côte de Virginie (USA).

TF 1. 20 h 35. Téléfilm de Bernard Bouthier : *Sacré Lucien*, avec Jacques Villeret dans le rôle d'un artiste comique posant un regard sans pardon sur la vie provinciale.

TF 1. 22 h 05. Pour la centième de *Droit de réponse*, Michel Polac propose de larges extraits des émissions qui ont fait le plus de bruit.

A 2. 22 h 05. Les enfants du Rock présentent un *Spécial Rolling Stones*, avec des documents d'archives et en particulier un concert donné par le groupe en 1976.

Dimanche 13 mai

FR 3. 15 h 50. Théâtre : *Comme il vous plaira*, comédie de William Shakespeare. Un vrai régal si vous avez la patience de la suivre en version originale sous-titrée.

TF 1. 17 h 30. Les animaux du monde. L'émission de Marlyse de la Grange s'intitule *Chant du désert* et nous conduit à Adelaïde, en Australie.

TF 1. 20 h 35. Film comique : *Confidences pour confidences*, de Pascal Thomas, avec Daniel Ceccaldi, Michel Galabru... Une petite épicerie de Courbevoie racontée à travers la vie des trois filles de la maison.

FR 3. 22 h 30. Le Cinéma de minuit poursuit le cycle Greta Garbo, avec un film de 1932 : *Comme tu veux*. Une femme



fatale sous l'emprise d'un inquiétant individu incarné par Eric Von Stroheim !

Lundi 14 mai

TF 1. 20 h 35. Film de Jean Renoir : *Le crime de Monsieur Lange*. Une évocation de la

France d'avant 1936 et de l'exploitation subie par les travailleurs. Sur un scénario écrit Jacques Prévert et Jean Renoir.

A 2. 20 h 35. Opéra : *Jérusalem*, de Verdi, enregistré à l'Opéra de Paris, en mars dernier.



FR 3. 20 h 35. Film : *Nous ne vieillirons pas ensemble*, de Maurice Pialat, avec Marlène Jobert et Jean Yanne. Une tragique histoire d'amour...

A 2. 22 h 40. *Indochine 1949-54*, émission présentée par Philippe Labro au cours de laquelle Henri de Turenne, réalisateur de la série documentaire *Vietnam*, diffusée en janvier et février derniers, répondra à ses critiques.

Mardi 15 mai

TF 1. 20 h 35. Théâtre : *Le prince travesti*, de Marivaux, joué par le Théâtre Argentin, à Rome.

FR 3. 20 h 35. Western : *La loi du seigneur*, de William Wyler, avec Gary Cooper. Une famille quaker confrontée à la guerre de Sécession.

A 2. 22 h 40. *Lire, c'est vivre*. Pierre Dumayet consacre son émission à l'Art espagnol, d'Elie Faure, écrivain spécialiste de l'histoire de l'art qui vécu dans la première moitié de ce siècle.

Jeudi 17 mai

A 2. 20 h 35. Huitième épisode du feuilleton américain : *La saga du parrain*, de F.F. Coppola, d'après le roman *Le Parrain*, de Mario Puzo. Les règlements de compte dans la mafia américaine.

FR 3. 20 h 35. Film italien d'Elio Petri : *Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon*. Avec Gian Maria Volonte. Une dénonciation de la corruption de la police italienne.

A 2. 21 h 40. Alain Decaux raconte, dans son émission

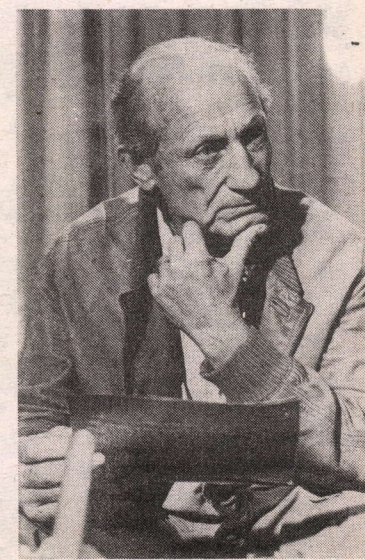
Histoire en question, le complot manqué contre Hitler, le 20 juillet 1944.

Vendredi 18 mai

A 2. 21 h 40. *Apostrophe*, le magazine littéraire de Bernard Pivot présente des auteurs et leurs ouvrages sur Lord Byron, Camille Claudel (petite-fille de Paul Claudel), Jacques Brel, ainsi qu'un livre de Claude-Jean Philippe : *Le roman du cinéma*.

TF 1. 21 h 50. Haroun Tazieff raconte « sa » terre : Sixième émission de cette série documentaire passionnante, consacrée cette fois aux volcans.

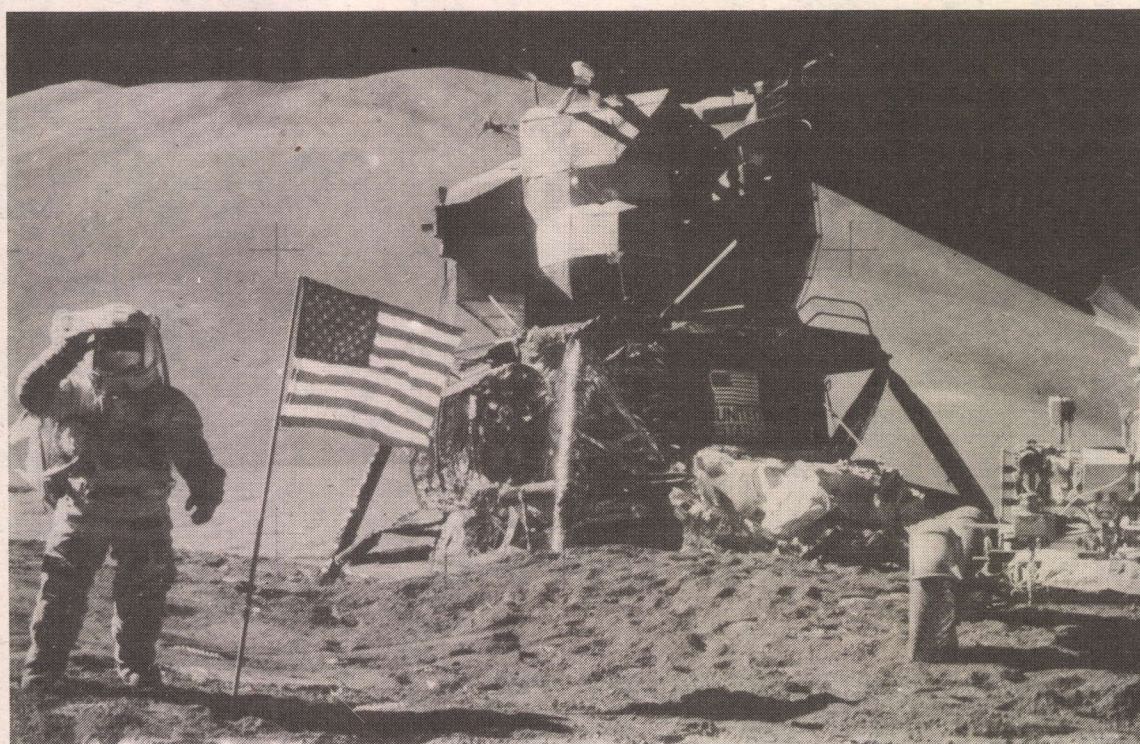
A 2. 23 h 05. Ciné-club : *Le cuirassé Potemkine*, d'Eisenstein. Un film magnifique sur la mutinerie des marins du cuirassé russe Potemkine, en 1905.



« L'étoffe des héros »

Du mur du son à l'espace, ou plus précisément, des pilotes d'essai aux astronautes, voilà comment pourrait aussi s'appeler ce film de plus de trois heures, pendant lequel on ne voit pas le temps passer. L'histoire est connue, toute récente, et les « héros » présentés ont bel et bien existé, et sont encore vivants pour la plupart. C'est donc une histoire vraie et les acteurs ont été choisis pour ressembler à ceux qu'ils incarnent et que l'on reconnaît donc, « rajeunis ». Ainsi A. Shepard, le premier Américain dans l'espace, ainsi V. Grissom, le 2^e, mort depuis au décollage d'une mission Apollo avec deux autres astronautes, ainsi J. Glenn, aujourd'hui ex-candidat à la course présidentielle aux USA, Cooper, W. Von Braun, le savant allemand, maître-d'œuvre des premières fusées américaines et bien d'autres encore comme le vice-président L.B. Johnson, promoteur du projet Mercury au gouvernement.

Cette course à l'espace est certes montrée avec emphase, dans le genre



« l'Amérique est magnifique ». Mais pas seulement, et c'est tout l'intérêt du film. Car on suit la panique ridicule du gouvernement américain, plusieurs fois pris de vitesse par les Soviétiques. Kennedy faisait de la réussite du projet un enjeu politique et une question de prestige. Le

film montre les astronautes confrontés aux ambitions de politiciens tel Johnson. Justement et remarquablement mis en scène — ou plutôt mis en boîte. Enfin la presse avide. Le film montre aussi la terrible sélection des hommes, leur entraînement et les souffrances endurées, les rivali-

tés, les risques pris (et acceptés) pour le prestige des USA.

Avec ces 20 ans de recul, ce qui apparaissait alors comme le sommet de la technologie (et qui l'était en fait à l'époque) apparaît aujourd'hui comme de l'à-peu-près, presque du bricolage, propre à une époque

pionnière, formidable épreuve pour le matériel et pour les hommes.

Et c'est vrai qu'il fallait du courage aux astronautes. Un courage soutenu par l'ambition, par la volonté d'être le premier, de réussir, mais également par les efforts technologiques de tout un pays, et les espoirs de dizaines de millions de gens. Mais du courage tout de même ! Car, comme le dit l'un des protagonistes, la différence entre un singe et un astronaute, c'est que le singe ne sait pas que la fusée peut exploser à tout moment.

Avaient-ils « l'étoffe des héros » ? Le film brode bien sûr beaucoup là-dessus, et pas toujours dans la dentelle, mais on rit beaucoup. Et lorsque c'est beau, lorsque c'est grand, quand les images du ciel et de la terre sont superbes, quand les fusées s'élancent (et même quand elles explosent), quand les sons graves de la musique et des réacteurs en furie titillent l'émotion, eh bien on accepte de décoller...

Claude CHARVET

Sélection cinéma

Dans les salles parisiennes

Films récents...

CENT JOURS A PALERME de G. Ferrara.

Le général Dalla Chiesa nommé préfet de Palerme en mai 82 était assassiné par la mafia cent jours plus tard. Forum Arc en Ciel 1^{er}. Gaumont Richelieu 2^e. Paramount Odéon 6^e. Marignan 8^e. Publicis Elysées 8^e (jusqu'au jeudi). Saint-Lazare Pasquier 8^e (jusqu'au jeudi). Français 9^e. Paramount Opéra 9^e. Nation 12^e. Paramount Bastille 12^e (jusqu'au jeudi). Fauvette 13^e. Paramount Galaxie 13^e (jusqu'au jeudi). Gaumont Sud 14^e. Montparnasse Pathé 14^e. Convention St-Charles 15^e. Victor Hugo 16^e (jusqu'au jeudi). Paramount Maillot 17^e. Clichy Pathé 18^e. Gambetta 20^e.

YENTL.

de et avec Barbra Streisand.

Yentl est la fille d'un rabbin dans une bourgade juive en Lituanie au début du siècle. Pour pouvoir faire des études, elle se déguise en garçon. Un film plein de finesse et d'humour.

Rex 2^e. Ciné Beaubourg-Halles 3^e (vo). UGC Montparnasse 6^e. Odéon 6^e (vo). UGC Champs-Élysées 8^e (vo). UGC Boulevards 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo).

L'ADDITION. de Denis Amar.

A la suite d'un incident banal, un homme est pris dans l'engrenage de la prison.

Montparnasse UGC 6^e. Odéon 6^e. Biarritz 8^e. UGC Boulevard 9^e. UGC Gare de Lyon 12^e.

BIQUEFARRE. de Georges Rouquier.

La vie dans un village paysan de l'Aveyron. Saint-André-des-Arts 6^e. Studio 43 9^e.

VENT DE SABLE. de Lakhdar Hamina.

Un film violent et dénonciateur sur la vie et sur la condition féminine dans le désert algérien. Saint-Germain Huchette 5^e (vo). Bonaparte 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Sept Par-nassiens 14^e (vo). Bienvenue 15^e (vo).

LE BAL. d'Ettore Scola.

De 1936 à nos jours, l'histoire de France évoquée à travers une série de bals populaires. Studio de la Harpe 5^e. Marbeuf 8^e.

CARMEN. de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux. Gaumont Richelieu 2^e. Vendôme 2^e. Hautefeuille 6^e. Gaumont Champs-Élysées 8^e. Montparnos 14^e. Kinopanorama 15^e. Trois Murat 16^e.

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour. Epée de Bois 5^e.

TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis.

Version 1942 d'Ernst Lubitsch : Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

... et moins récents

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica. Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Reflet Quartier Latin 5^e (vo).

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM. de Volker Schlöndorff.

La toute puissance de l'appareil policier aidé de la grande presse dans la chasse aux suspects de terrorisme dans l'Allemagne des années 1970.

Movies Les Halles 1^{er} (vo).

DERSOU OUZALA. de Kurosawa.

Un vieux chasseur dans la taïga. Action Rive Gauche 5^e.

LA STRADA. de Federico Fellini.

La vie de forains sur les routes d'Italie. Un classique du cinéma.

● « Les voleurs de la nuit »

de Samuel Fuller

En allant pointer à l'ANPE, François et Isabelle font connaissance. Une colère commune de ne pas avoir trouvé de travail une fois de plus, et le sentiment d'être humiliés par ces fonctionnaires du chômage les rapprochent. Pour se venger mais aussi pour trouver de l'argent, ils se lancent dans des cambriolages nocturnes, chez... les fonctionnaires les plus vaches de l'ANPE ! Mais la farce finit dans le sang.

Un peu de suspense, quelques scènes émouvantes mais surtout des situations invraisemblables et des personnages caricaturaux, forment un film qui ne passe pas.

Ghislaine GAUTHIER

● « Viva la vie »

de Claude Lelouch



Deux couples, ou plutôt un homme et une femme de chacun des couples, sont choisis pour être les instruments d'un complot organisé afin de sauver l'humanité du danger nucléaire. Par leur intermédiaire, des extra-terrestres menacent la planète de destruction si les deux superpuissances ne s'entendent pas immédiatement pour mettre fin à la perspective d'une guerre atomique. Et tout marche comme sur des roulettes... ou presque !

Voilà. Pas de quoi fouetter un chat quand même ! Ni surtout de quoi faire tout ce grand cinoche autour de ce film qui — même si Lelouch et ses interprètes ont du talent — n'a pas inventé le fil à couper le beurre !

Patricia MULLAN

Fête de LUTTE OUVRIERE

à Presles (Val d'oise)

Le week-end de la Pentecôte
les 9, 10 et 11 juin



Pendant trois jours dans un parc boisé
— 300 stands
— deux scènes de spectacles permanents
— deux salles de cinéma où 20 films se succèdent
— des animations à chaque instant dans toutes les allées.



Pour 40 F, moins que le prix de deux places de cinéma



On peut se restaurer sur place, goûter à des dizaines de spécialités de France et d'ailleurs, à des prix fraternels.

C'est-à-dire :
— trois journées de cinéma, de spectacles de variétés, de fête foraine,
— un week-end à la campagne, de la verdure, des fleurs, des oiseaux,

La fête de Lutte Ouvrière est un soutien à notre journal, à nos idées, c'est en même temps trois jours de plaisir dans une ambiance chaleureuse.

Il y a de la place pour tous les jeunes, pour ceux de l'état civil et pour ceux qui le sont de cœur et d'esprit.

VIVE LA FETE

Avec Zachary RICHARD, musique et danse...



Avec Pierre PERRET, la fantaisie...

Avec KERGRIST et bien d'autres, le rire...

